

Access to Justice in Environmental Matters

Country Reports and Case Studies

Darmstadt/Brest/Bingen, 2003

Part IV Belgium

Miriam Dross, LL.M.,
Öko-Institut e.V.

Prof. Dr. Nicolas de Sadeleer,
Centre d'Etudes du Droit de l'Environnement (C.E.D.R.E.)

Prof. Dr. Gerhard Roller,
Fachhochschule Bingen – University of Applied Sciences

Öko-Institut e.V.

Büro Darmstadt
Elisabethenstraße 55-57
D-64283 Darmstadt
Tel.: + 49 (0)6151-8191-0

Cedre

715 rue Alain Colas
CS 41836
29218 BREST CEDEX 2
France
Tel : + 33 (0)2 98 33 10 10

Fachhochschule Bingen

Berlinstr. 109
D-55411 Bingen
Tel.: + 49 (0)6721-409-0

ENV.A.3/ETU/2002/0030

Access to Justice in Environmental Matters

Country Report and Case Study

Part IV Belgium

Prof. Dr. Nicolas de Sadeleer

Centre d'Etude du Droit de l'Environnement (C.E.D.R.E.)

Faculté de Droit des Facultés universitaires Saint-Louis, Brussels, Belgium

Prof. Dr. Gerhard Roller

Centre of Environmental Studies and Applied Research

Fachhochschule Bingen – University of Applied Sciences, Bingen, Germany

Miriam Dross, LL.M.

Öko-Institut e.V. – Institute for Applied Ecology, Darmstadt Germany

RAPPORT NATIONAL BELGE

LE DROIT D'ACTION DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DEVANT LES JURIDICTIONS BELGES

INTRODUCTION

L'examen des conditions d'action en justice des associations de protection de l'environnement doit s'effectuer en prenant en considération les diverses juridictions susceptibles d'être saisies.

Seront examinées successivement, les conditions d'introduction d'une procédure juridictionnelle par les associations de protection de l'environnement devant les Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire (I), le Conseil d'Etat (II) et la Cour d'arbitrage (III).

I. LES COURS ET TRIBUNAUX DE L'ORDRE JUDICIAIRE

1. Les Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire constituent les juridictions ordinaires ayant à connaître des litiges opposant des personnes juridiques entre elles (personne physique ou personne morale) ou à l'égard des autorités publiques.

Conformément à l'article 17 du code judiciaire, devant les Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire, *"l'action ne peut être admise si le demandeur n'a pas qualité et intérêt pour la former"*.

2. A cette exigence d'un intérêt suffisant pour agir en justice, question de pur fait, la jurisprudence de la Cour de cassation affirme que le demandeur doit, en outre, être en mesure d'invoquer la lésion d'un droit - d'un *"droit subjectif"* - propre.

C'est à l'égard de cette exigence de la démonstration de la violation d'un droit subjectif, qu'est appréciée par la Cour de cassation la possibilité pour une personne morale d'avoir accès aux Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire pour assurer la défense de son objet social.

3. Sur ce plan, il convient de distinguer l'action sociale d'intérêt propre et l'action sociale d'intérêt collectif.

En effet, comme une personne physique, une personne morale a des intérêts patrimoniaux ou extrapatrimoniaux propres. Ainsi, une personne morale est bien entendu habilitée à agir en justice pour obtenir la réparation d'un préjudice matériel ou moral ou pour obtenir la condamnation d'un débiteur récalcitrant.

Mais, la personne morale présente cette originalité de regrouper de manière organisée des personnes physiques en vue de réaliser une certaine fin. L'action d'intérêt collectif est précisément l'action introduite par le groupement pour assurer en justice la défense de la fin en vue de laquelle il a été constitué.

La question de savoir si et dans quelle mesure une association peut poursuivre en justice la défense de l'intérêt collectif pour lequel elle a été constituée n'est pas problématique si, en vertu d'une disposition légale, une telle action est organisée. Ainsi, à titre d'exemple, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie habilite tout établissement d'utilité publique et toute association jouissant de la personnalité juridique depuis au moins 5 ans et se proposant par leurs statuts de défendre les droits de l'homme ou de combattre la discrimination raciale, à agir en justice lorsqu'un préjudice est porté aux fins statutaires qu'ils se sont données pour mission de poursuivre en présence d'actes inspirés par le racisme ou la xénophobie. Nous verrons ci-dessous que par une loi du 12 janvier 1993, le législateur belge a créé une action attitrée spécifique au bénéfice des associations de protection de l'environnement.

En l'absence d'une telle habilitation législative, l'action d'intérêt collectif n'est pas reçue par la Cour de cassation. Celle-ci estime que *"l'intérêt propre d'une personne ne comprend que ce qui concerne l'existence de la personne morale, ses biens patrimoniaux et ses droits moraux, spécialement son patrimoine, son honneur et sa réputation. Le seul fait qu'une personne morale ou une personne physique poursuit un but, ce but fut-il statutaire, n'entraîne pas la naissance d'un intérêt propre, toute personne pouvant se proposer de poursuivre n'importe quel but"* (Cass., 19 novembre 1982, *Pas.*, 1983, I, p. 338). Cette jurisprudence a encore été confirmée récemment par la Cour de cassation (Cass., 19 septembre 1996, *RCJB*, 1997, p. 105; Cass., 28 septembre 2001, *R.G.C.* 99.0568.F).

Une telle jurisprudence est bien entendu applicable aux associations ayant la protection de l'environnement dans leur objet social.

L'on soulignera que l'exigence de l'invocation d'un droit subjectif ne pose pas de problème aussi aigu lorsque l'action est introduite par des personnes physiques. En effet, pour autant qu'un lien de proximité existe entre le demandeur (personne physique) et le cadre de vie dont l'action introduite vise à assurer le respect, les juridictions de fond reconnaissent que le demandeur a bien un droit propre à agir pour la protection de son environnement. Par ailleurs, l'on mentionnera le fait que la doctrine conteste la nécessité de devoir invoquer la lésion d'un droit subjectif pour saisir les Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire d'une demande (B. JADOT, "La reconnaissance des intérêts écologiques en droit interne", in *Droit et intérêt*, volume III, FUSL, 1990 et "L'intérêt à agir en justice pour assurer la protection de l'environnement", in *Les juges et la protection de l'environnement*, Bruylant, Bruxelles, 1998).

4. Cette jurisprudence restrictive de la Cour de cassation a amené le législateur à intervenir pour reconnaître aux associations de protection de l'environnement le droit de saisir les Cours et Tribunaux en cas d'atteinte à l'environnement.

C'est l'objet de la loi du 12 janvier 1993 "concernant un droit d'action en matière de protection de l'environnement".

L'on précisera d'emblée que plutôt que d'ouvrir aux associations de protection de l'environnement la possibilité d'introduire devant les Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire les procédures de droit commun, le législateur a préféré organiser une action spécifique devant le Président du Tribunal de première instance statuant au fond selon les formes du référé. En effet, la loi reconnaît au Président du Tribunal de première instance le pouvoir de constater l'existence d'un acte qui constitue une violation manifeste ou une menace grave de violation d'une disposition législative ou réglementaire relative à la protection de l'environnement et, dans ce cas, d'ordonner la cessation de l'acte, d'imposer des mesures tendant à prévenir l'exécution ou d'empêcher des dommages à l'environnement.

Le droit d'action est reconnu aux personnes morales qui satisfont aux conditions de la loi. Il doit s'agir d'associations sans but lucratif ayant dans leur objet social la protection de l'environnement, le concept d'environnement englobant la problématique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire (Cass., 8 novembre 1996). De plus, l'association doit avoir dans ses statuts défini le territoire auquel s'étend son activité et être dotée, au jour de l'intentement de l'action, de la personnalité juridique depuis trois ans au moins. En outre, l'association doit apporter la preuve, par production de ses rapports d'activités ou de tout autre document, qu'elle a une activité réelle conforme à son objet statutaire et que cette activité concerne l'intérêt collectif de l'environnement qu'elle vise à protéger.

L'action, qualifiée d'*"action en cessation"*, a donc un objet limité : il s'agit d'ordonner la cessation d'un acte causant un dommage à l'environnement, ou d'imposer des mesures tendant à prévenir l'exécution ou d'empêcher des dommages à l'environnement. Par nature, ce droit d'action n'est pas un droit qui permette de demander la réparation de dommages causés à l'environnement.

A cet égard, néanmoins, la jurisprudence considère que lorsque l'atteinte à l'environnement est causé par un acte continu - telle, par exemple, la présence de déchets dangereux déposés illégalement sur un site -, la cessation de l'atteinte à l'environnement s'identifie avec la suppression de cet acte - et, partant, en l'espèce, l'enlèvement des déchets illicites -.

II. LE CONSEIL D'ETAT

5. Le Conseil d'Etat est la haute juridiction administrative du Royaume de Belgique qui est appelé à connaître principalement des recours en annulation introduits à l'encontre des actes administratifs individuels (autorisation de construire, autorisation d'exploiter, ...) ou des règlements pris par les autorités administratives en raison de la violation de la loi.

Selon l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il faut justifier *"d'une lésion ou d'un intérêt"* pour être recevable à introduire un recours auprès de cette juridiction. Dans la mesure où le recours en annulation est un contentieux objectif qui vise à vérifier la conformité à la loi d'un acte administratif ou d'un règlement pris par une autorité administrative, le requérant n'a à justifier que d'un intérêt et non pas de l'atteinte à un droit subjectif pour saisir le Conseil d'Etat. Autrement dit, la recevabilité de l'action, sur le plan de l'intérêt, est appréciée avec une plus grande souplesse que dans les actions judiciaires et est accueillie encore plus largement lorsque le recours porte sur un acte réglementaire. Il suffit alors d'établir que le règlement attaqué à vocation à s'appliquer au requérant ou qu'il porte atteinte à l'objet social de la personne morale agissante pour que l'action soit déclarée recevable.

Néanmoins, et malgré le caractère objectif du recours en annulation, il reste que l'intérêt à agir devant le Conseil d'Etat doit être suffisamment individualisé et distinct de celui que peut avoir chaque citoyen au respect de la légalité, pour se distinguer de l'action populaire.

6. En principe, l'action d'intérêt collectif est admise devant la haute juridiction administrative : *"il est admis que des associations peuvent agir afin de protéger l'intérêt général; la protection de l'environnement est une affaire d'intérêt général; cet intérêt peut être défendu par les associations qui œuvrent pour la protection de l'environnement et qui sont mues par des intérêts se situant sur le plan des idées ayant un caractère collectif plutôt que par des intérêts propres"* (C.E., asbl Bond Beter Leefmilieu - Inter-Environnement, n° 20.882 à 20.885 du 20 janvier 1981).

Le développement du contentieux et par voie de conséquence de la jurisprudence, a conduit parfois à un renforcement des exigences de recevabilité des recours en annulation introduits par les associations de protection de l'environnement.

7. Les conditions de recevabilité de l'action d'intérêt collectif devant le Conseil d'Etat telles qu'elles ressortent de la jurisprudence sont les suivantes :

i. L'association requérante doit d'abord, bien entendu, être dotée de la personnalité juridique, c'est-à-dire d'être valablement constituée comme une association sans but lucratif conformément au droit applicable.

ii. D'autre part, conformément au principe de spécialité des personnes morales, l'association doit agir dans les limites de son objet social et son intérêt à agir s'apprécie en fonction de la mission qu'elle s'est assignée.

Ce critère, conforme au principe de spécialité des personnes morales, ne pose guère de difficultés. L'on relèvera néanmoins que des arrêts très isolés ont considéré que la seule atteinte à l'objet social ne suffisait pas à remplir la condition de l'intérêt dans la mesure où toute personne pouvait constituer toute association ayant un objet social bien particulier ...

Par contre, la jurisprudence du Conseil d'Etat exige que l'objet social des associations soit défini avec une précision suffisante pour qu'il se distingue du simple intérêt général, à défaut de quoi il y aurait une action populaire. Mais, inversement, il est également exigé que l'objet social ne se réduise pas à la défense des intérêts particuliers des membres de l'association dans la mesure où l'intérêt collectif ne se résume pas à la défense des intérêts particuliers des membres, ce qui manifeste que l'action d'intérêt collectif doit toujours se situer entre deux écueils : l'action populaire et la représentation individuelle.

iii. Il doit, en outre, exister un lien suffisamment direct entre l'objet social de l'association requérante et l'acte attaqué, ou plus précisément les inconvénients résultant de l'acte attaqué.

Il faut donc, bien entendu, que l'acte attaqué porte atteinte aux intérêts dont la personne morale a pour vocation d'assurer la défense. Cette appréciation du lien entre l'objet social et l'acte attaqué s'effectue en tenant compte de la nature de l'acte attaqué et de l'échelle géographique de son impact.

L'examen de la nature de l'acte attaqué conduit parfois à des solutions singulières : ainsi, le Conseil d'Etat estime qu'une association de défense de l'environnement n'a pas un intérêt direct à demander l'annulation de dispositions de nature fiscale jugées défavorables ou insuffisamment défavorables à la protection de l'environnement dans la mesure où l'association n'est pas assujettie à ces dispositions de nature fiscale (C.E., asbl Inter-Environnement Wallonie et consorts, n° 59.817 du 29 mai 1996).

D'autre part, l'examen de l'échelle géographique des effets de l'acte attaqué implique, pour le Conseil d'Etat, qu'un groupement qui couvre un territoire géographique d'activités relativement importantes - le pays, une région, ... - ne justifie normalement pas d'un intérêt spécifique pour demander l'annulation d'une décision relative à un problème d'intérêt local, ce qui est généralement le cas de la délivrance d'une autorisation d'exploiter ou d'une autorisation de construire. En principe, de tels actes n'intéressent que le voisinage et ne peuvent l'objet de recours que par le biais d'associations locales mais non par le biais d'associations dont l'action n'est pas limitée territorialement ou dont la sphère d'action est largement définie sur un plan territorial.

Un double correctif est cependant apporté. D'une part, selon les circonstances de l'espèce, le projet localisé géographiquement peut avoir des impacts au-delà de la sphère locale et justifier, dès lors, d'actions d'une

association régionale (telle, l'hypothèse où la délivrance d'une autorisation d'exploiter serait susceptible de porter atteinte à l'intégrité de nappes aquifères d'importance régionale : C.E., BRYSE, asbl CADEC et asbl Inter-Environnement Wallonie, n° 107.820 du 13 juin 2002).

D'autre part, des associations dont l'objet social est très spécialisé (telle la protection de certaines espèces animales) sont justifiées, eu égard à la spécialité stricte de leur objet social, à agir sur un territoire large, tel l'ensemble du territoire national (C.E., WELLENS et autres, n° 32.953 du 11 août 1989).

8. Enfin, certains arrêts du Conseil d'Etat, émanant essentiellement des chambres de langue néerlandaise, ajoutent une exigence de "*représentativité*" de l'être moral. Dans ce cadre, une association ne peut prétendre défendre les intérêts collectifs d'un groupe de personnes que si elle peut être considérée comme représentative de ce groupe ce qui amène le juge administratif à examiner la liste des membres pour juger de la représentativité de l'être moral. Une telle solution ne semble guère conciliable avec la liberté d'association consacrée tant en droit interne qu'en droit international.

III. LA COUR D'ARBITRAGE

9. La Cour d'arbitrage est la Cour constitutionnelle du Royaume de Belgique.

Conformément à l'article 142 de la constitution et à l'article 1^{er} de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la compétence de la Cour d'arbitrage est un contrôle de constitutionnalité limité des lois, décrets ou ordonnances que peuvent adopter l'Etat fédéral, les Régions ou les Communautés. Ce contrôle est limité dans la mesure où les normes législatives peuvent être censurées par la Cour d'arbitrage si elles méconnaissent les règles établies par la constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés ou des Régions ou si elles méconnaissent les articles 10, 11 et 24 de la constitution. Les articles 10 et 11 de la constitution belge édictent le principe de l'égalité et de la non discrimination devant la loi. L'article 24 de la constitution édicte le principe de la liberté de l'enseignement.

Dès lors, en matière de protection de l'environnement, la Cour d'arbitrage peut être amenée à vérifier si l'Etat fédéral ou les Régions - Régions qui disposent, en principe, de la compétence normative en matière de protection de l'environnement - violent ou non les règles répartitrices de compétence en adoptant leurs lois ou décrets. La Cour d'arbitrage peut également vérifier si les normes législatives ainsi édictées violent ou non le principe d'égalité devant la loi.

10. L'article 2 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage détermine les instances et personnes qui peuvent introduire un recours en annulation auprès de la Cour. Outre le Conseil des Ministres, le Gouvernement des Communautés et Régions et les Présidents des assemblées législatives, le

recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance peut être introduit *"par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt"*.

Il n'y a dès lors pas, devant la Cour d'arbitrage, de dispositions spécifiques relatives aux recours introduit par les associations de protection de l'environnement. Ces personnes morales, tout comme les personnes physiques, doivent satisfaire aux critères de l'intérêt énoncés par l'article 2 de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

11. La Cour d'arbitrage a eu l'occasion, dans sa jurisprudence, de préciser les conditions de recevabilité dans le chef des personnes morales et, notamment, des associations de protection de l'environnement :

"La constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifie de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise; il s'ensuit que l'action populaire n'est pas admissible.

Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que cet intérêt ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social; que celui-ci soit réellement poursuivi, ce qui doit ressortir d'activités concrètes et durables de l'association, aussi bien dans le passé que dans le présent" (C.A., arrêt n° 141/99 du 22 décembre 1999).

Si l'association requérante *"ne démontre pas à suffisance en quoi les dispositions attaquées - et non la loi en général - pourraient affecter défavorablement de manière directe l'objet social de l'association sans but lucratif"*, le recours est rejeté.

En matière de protection d'environnement, la Cour d'arbitrage a reconnu assez largement les conditions de recevabilité du recours en annulation. La Cour d'arbitrage a ainsi reconnu qu'une Fédération des pêcheurs avait un objet social qui ne se confond avec l'intérêt général et que l'asbl Greenpeace - dont l'objet social était *"en général, la protection et la gestion de la nature et de l'environnement"* et *"en particulier, la protection et/ou la conservation de l'environnement marin lorsqu'il est menacé par l'intervention directe ou indirecte de l'homme"* disposait d'un objet social qui ne se confondait pas avec l'intérêt général et qui, en l'espèce, était réellement poursuivi comme en attestait les rapports d'activités des associations requérantes.

Par contre, en ce qui concerne le lien entre la norme attaquée et l'association requérante, la Cour d'arbitrage requiert que l'association démontre concrètement en quoi la norme querellée affecte défavorablement et de manière directe l'objet social de l'association requérante.

Le simple fait que la disposition querellée ne favorise pas suffisamment l'objet social des associations requérantes ne leur confère pas un intérêt direct à attaquer cette disposition. Ainsi, la Cour d'arbitrage a estimé que cette Fédération de pêcheurs et l'association Greenpeace Belgium n'étaient pas recevables à quereller des dispositions normatives édictant un régime d'exemption à des taxes environnementales au motif que elles ne sont pas recevables à attaquer une taxe à laquelle elles ne sont pas soumises. Elles ne peuvent davantage justifier leur intérêt en faisant valoir qu'en exemptant certaines catégories de contribuables, le législateur se priverait des moyens utiles à l'objectif qu'il poursuit (C.A., n° 36/93 du 6 mai 1993 et 41/93 du 3 juin 1993).

De la même manière, l'asbl Greenpeace Belgium a été déclarée non recevable à critiquer certaines dispositions de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité dans la mesure où elle n'établissait pas en quoi les dispositions attaquées affectaient défavorablement et de manière directe son objet social.

Drt action-coût

a. Cour d'arbitrage

La loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage ne subordonne l'introduction d'un recours en annulation d'une norme législative au paiement d'aucun frais ou droit. La procédure, sur ce plan, est entièrement gratuite.

L'on précisera que l'article 82 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 dispose que l'envoi à la Cour de toute pièce de procédure est fait sous pli recommandé à la poste. La Cour d'arbitrage a estimé que la formalité de la recommandation à la poste est une formalité substantielle (arrêts n° 49/96 du 12 juillet 1996 et n° 64/98 du 10 juin 1998). Le prix d'un envoi recommandé jusqu'à 2 kg se compose du port d'un envoi déterminé selon son poids, majoré des frais de recommandation de 3,72 €. Pour un envoi de 2kg à 5kg, le prix est fixé forfaitairement à 12,39 €. Le montant minimal d'un envoi recommandé, dûment timbré, est de 4,51 € (frais de timbre + taxe de recommandation pour un envoi jusqu'à 50g).

Il n'y a pas en Belgique de barémisation des honoraires d'avocat ni de répétibilité des honoraires versés dans le chef de la partie qui a gagné la procédure.

b. Le Conseil d'Etat

L'article 30 des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat dispose que *"la procédure à suivre devant la section d'administration ... sera déterminée par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres"*. Cet arrêté royal fixera notamment *"les tarifs des frais et dépens, ainsi que les droits de timbres et d'enregistrement"*.

L'article 70 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat dispose que donne lieu au paiement d'une taxe de 175 € les requêtes introductives d'un recours en annulation contre les actes et règlements des diverses autorités administratives. La taxe est acquittée au moyen de timbres adhésifs apposés sur l'original de la requête.

Lorsque la requête en annulation est accompagnée d'une demande de suspension, seule la requête en suspension doit être dûment timbrée à concurrence de la taxe due. Le règlement de procédure prévoit, en outre, qu'après le prononcé de l'arrêt sur la demande de suspension, c'est la partie qui sollicite du Conseil d'Etat la poursuite de la procédure (la partie requérante lorsque la suspension n'a pas été obtenue, la partie adverse ou la partie intervenante lorsque la suspension a été ordonnée) qui doit s'acquitter du montant de la taxe due pour le recours en annulation (à savoir également 175 €).

Dans le cadre des recours introduits au Conseil d'Etat, toute personne intéressée (et l'on songe ici particulièrement au bénéficiaire de l'acte administratif lorsque le recours est introduit à l'encontre d'une décision administrative individuelle, tel un permis de bâtir ou un d'exploiter) peut intervenir dans la procédure. La recevabilité de la requête en suspension est subordonnée au paiement d'une taxe de 155 € liquidée également par voie de timbres adhésifs apposés sur la requête en intervention.

L'envoi de toutes pièces au Conseil d'Etat doit se faire par pli recommandé.

L'arrêt du Conseil d'Etat qui statue sur le recours en annulation statue sur les dépens, mettant à charge de la partie qui perd le procès (la partie requérante si le recours est rejeté, la partie adverse si le recours est accueilli) les frais de timbres inhérents au recours en annulation et à la demande de suspension, si une telle demande avait été introduite. Les frais relatifs à l'intervention des tiers intéressés sont généralement délaissés à ceux-ci.

En ce qui concerne les honoraires lié à l'assistance d'un avocat, dans son précis de "Contentieux administratif", Monsieur le Conseiller M. LEROY précisait en 2000 : *"si les frais de procédure au Conseil d'Etat sont peu élevés pour une juridiction de ce niveau, par contre, les honoraires demandés par les avocats s'élèvent souvent à des montants nettement plus substantiels, de l'ordre de 50.000 à 150.000 F.¹"* (M. LEROY, *Contentieux administratif*, Bruylant, Bruxelles, 2000, p. 479).

c. Devant les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire

L'introduction d'une procédure judiciaire implique deux ordres de coûts.

Le premier est lié à l'acte introductif d'instance. En principe, l'instance est introduite par voie de citation qui requiert l'intervention d'un huissier de justice et qui implique le paiement des frais de mise au rôle. Les émoluments des huissiers de justice sont fixés par un arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par

¹ Soit de 1.239,47 à 3.718,40 €.

les huissiers de justice. Les articles 268 et suivants du code de droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe définissent les droits de mise au rôle (Tribunal de première instance : 82 €; Cour d'appel : 186 €; Cour de cassation : 325 €). L'exploit d'huissier est également frappé d'un droit de timbres (article 8 de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbres). Concrètement, une citation par exploit d'huissier de justice devant le Tribunal de première instance représente un coût de plus ou moins 180 €. Dans certaines procédures, l'acte introductif d'instance peut être une requête déposée directement par la partie ou son conseil. Dans cette hypothèse, les frais liés à l'intervention d'un huissier de justice ne sont pas dus et seuls les droits de mise au rôle sont perçus.

D'autre part, au terme de la procédure, le juge prononce la condamnation aux dépens de la partie qui a succombé lorsqu'il rend un jugement définitif sur le fond (article 1017 du code judiciaire). Les dépens comportent principalement les frais liés à l'acte introductif d'instance (cfr ci avant), les droits d'enregistrement (en vertu de l'article 142 du code des droits d'enregistrement, sont assujettis à un droit de 2% les arrêts et jugements des cours et tribunaux rendus en toute matière portant condamnation de sommes et de valeurs mobilières²), ainsi que l'indemnité de procédure (1022 du code judiciaire), à savoir un montant forfaitaire accordé au justiciable qui s'est fait assister d'un avocat lors de la procédure. Le montant de l'indemnité de procédure est fixé par l'arrêté royal du 30 novembre 1970. L'indemnité de procédure est déterminée en fonction de l'importance financière du litige. Lorsque le litige n'a pas pour objet la condamnation à des montants financiers, l'indemnité de procédure est actuellement fixée à 163,61 € devant le Tribunal de première instance et 218,15 € devant la Cour d'appel.

A ces deux coûts, s'ajoutent les honoraires d'avocat qui ne font pas l'objet d'une tarification spécifique et qui ne sont pas répétitifs auprès de la partie qui a succombé au procès.

² Par nature, le contentieux environnemental n'est guère visé par cette hypothèse.

COMMENTAIRE DES TABLEAUX DE JURISPRUDENCE

METHODOLOGIE

La compilation des décisions de jurisprudence sur la période 1996-2001 a été réalisée par le Prof. de Sadeleer avec la collaboration de deux assistantes.

Les sources suivantes ont été exploitées :

- En premier lieu, les revues juridiques Aménagement-Environnement et Tijdschrift voor Milieurecht qui reprennent la jurisprudence environnementale la plus importante en Belgique ;
- En second lieu, des revues généralistes, comme le Journal des Tribunaux, l'Administration publique trimestrielle, Revue régionale de droit, Rijkskundige Wijkblad qui reprennent également des décisions environnementales ont été consultées ;
- en troisième lieu, la banque de données du Centre du droit de l'Environnement de l'Université de Gand a été établie au milieu des années 90 , celle-ci a été consultée;
- en quatrième lieu, des contacts ont été pris avec différents magistrats et avocats ce qui a permis de faciliter la collecte des décisions. ;
- Le site informatique du Conseil d'Etat, section Administration, a été également mis à profit.

En conséquence, l'absence d'inventaire des décisions environnementales pour tout le pays n'a pas constitué un obstacle majeur à la collecte de l'information. Nous estimons être parvenus à collecter la plus grande majorité des décisions pour la période considérée.

ENSEIGNEMENTS

TABLEAUX DE LA JURISPRUDENCE RELATIVES AUX ASBL ENTRE 1995-2001.

1) Classement selon l'issue

	WON	PARTIALLY WON	LOST	PARTIE INTERVENANTE
Conseil d'Etat (ne sont pas comptabilisés : 5 désistements, 1 dossier joint, 4 réouvertures de dossier)	31	5	46	9
101=100%	30%	5%	45%	9%
Commission	16	6	8	
30=100%	53%	20%	8%	
PENAL	13	3	10	
26=100%	50%	11,50%	38,50%	
CIVIL	1		1	
2=100%	50%		50%	
ACTION EN CESSATION	6	2	13	
21=100%	28%	10%	62%	

Enseignements : Les recours intentés par des ONG auprès du Conseil d'Etat sont relativement fructueux dans la mesure où une trentaine d'affaires ont été gagnées et 46 perdues.

En ce qui concerne la Commission régionale wallonne d'accès à l'information, qui ne constitue pas un organe juridictionnel en tant que tel, les recours sont encore plus fructueux puisque 53 % des affaires introduites par des ONG ont été gagnées.

En ce qui concerne les constitutions de parties civiles devant les juridictions plus précises, il convient de souligner que ce n'est qu'à titre exceptionnel que certaines juridictions, généralement en Flandres, acceptent de telles constitutions de parties civiles. Lorsque la constitution de parties civiles est admise, les dommages et intérêts de nature symbolique sont accordés aux ONG. Toutefois, ces procédures sont rarement exploitées. De manière plus étonnante, les ONG ne sont pas toujours gagnantes en utilisant les actions en cessation alors même que le législateur a voulu assouplir en adoptant la loi du 2 février 1993 les conditions d'ester en justice pour ces organisations.

2) Classement par thème

	NATURE	OISEAUX	DÉCHETS	AIR/TERRE/BRUIT	PLANN	INDUSTRIE, EXPLOITATION
Conseil d'Etat	28	22	9 7	2	7	25 (+ 1 écotaxe)
101=100%	28%	22%	9% 7%	2%	7%	25%
PENAL	6	15	5			
26=100%	23%	58%	19%			
CIVIL	1			1		
2=100%	50%			50%		
ACTION EN CESSATION	13	1	4			3
21=100%	62%	5%	19%			14%

Enseignements : la défense des intérêts en matière de conservation de la nature et de protection des oiseaux revêtent une importance substantielle auprès du Conseil d'Etat.

Les intérêts ne peuvent être défendus que par des ONG et non pas par des particuliers. Toutefois, en ce qui concerne la gestion des déchets et les pollutions classiques, ce sont généralement des particuliers qui agissent devant le Conseil d'Etat.

En ce qui concerne les juridictions répressives, la plupart des litiges dans lesquels les ONG sont constituées partie civile ont trait également à la nature et aux oiseaux. Ceci s'explique par le caractère très actif de certaines associations spécialisées dans ces matières.

Enfin, la grande majorité des actions en cessation sont introduites en vue de garantir la sauvegarde de la nature.

3) Classement par année

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Conseil d'Etat							
101	16	15	13	26	12	11	11
Commission							
30	6	3	2	5	6	3	5
PENAL							
Tribunal de police							
1				1			
Tribunal correctionnel							
19	4	6	1	3		2	1
Appel							
6		1	1	1		1	2
CIVIL							
2			1			1	
CESSATION							
Tribunal de première instance							
12	7	1	1			1	2
Appel							
7	2	1	1	1			2
Cassation							
2		1		1			
TOTAL							
180							

Enseignements : On assiste sur la période considérée à une diminution relative des actions intentées devant le Conseil d'Etat. Cette diminution peut s'expliquer par le fait que le Conseil d'Etat a renforcé les conditions pour ester en justice que doivent remplir les ONG. Vu le nombre d'affaires particulièrement restreint, il n'est pas possible de tirer des conclusions en ce qui concerne les autres juridictions.

ETUDE DE CAS – BELGIQUE

C.E., ASBL RESERVES NATURELLES ET CONSORTS,

N° 88.687 DU 7 JUILLET 2000

SECTION 1 : LE CONTEXTE DANS LEQUEL L'AFFAIRE A PRIS PLACE

1.1. Description des parties à l'affaire, y compris les parties intervenantes ;

a. Les parties requérantes étaient l'A.S.B.L. "*Réserves Naturelles*", l'Association sans but lucratif "*AVES*", l'Association sans but lucratif "*THE WORLD WIDE FUND FOR NATURE BELGIUM*" en abrégé "*W.W.F.-BELGIUM*".

L'A.S.B.L. "*Réserves Naturelles*" exposait qu'en sa qualité de propriétaire et de gestionnaire de réserves naturelles, elle disposait de nombreux intérêts dans les environs immédiats du site litigieux (réserve naturelle à Wonck, Hyoule et à la Montagne Saint-Pierre) et qu'une alternative au projet querellé serait l'érection du site en réserve naturelle comme certains l'ont déjà demandé. Par ailleurs, elle avait marqué dès le début de ce dossier un grand intérêt (prises de position de principe et participation aux enquêtes publiques).

L'A.S.B.L. "*W.W.F. Belgium*" exposait qu'elle s'intéressait au site litigieux parce qu'il représente un élément majeur du patrimoine naturel de la Région wallonne en ce qu'il abrite des espèces animales protégées et menacées et des espèces végétales également protégées. Son intérêt réside dans l'objectif de sauvegarde du site, biologiquement intéressant, voire même essentiel, dans l'est de la wallonie.

L'A.S.B.L. "*AVES*" estime avoir un objet social qui dépasse largement le seul domaine ornithologique puisque ses statuts visent aussi la faune et la protection de la nature; ses activités en matière herpétologique démontrent son intérêt majeur à la survie des batraciens et de leur habitat.

b. La partie adverse était la Région wallonne.

La désignation de la partie adverse dans le cadre du contentieux de la légalité relève de la compétence du Conseil d'Etat et, en particulier de l'Auditorat du Conseil d'Etat.

La partie adverse désignée est l'autorité administrative qui a adopté l'acte ou la décision. Dans le cas d'espèce, l'acte querellé était un arrêté du Gouvernement wallon du 1er avril 1999 arrêtant définitivement la modification du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone destinée à accueillir l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique sur le territoire de la commune de Bassenge, au lieu dit "*Sur Hez*", la Région wallonne fut désignée comme partie adverse.

c. La Commune de Bassenge se porta partie intervenante dans le litige.

Conformément aux dispositions applicables, toutes parties qui justifient d'un intérêt à la solution du litige devant le Conseil d'Etat peut intervenir dans la procédure. L'objet de l'intervention consiste donc soit à soutenir le bien-fondé du recours en annulation introduit par le ou les requérant(s), soit au contraire à soutenir, au cote de la partie adverse, la légalité de l'acte ou de la décision attaquée. La commune de Bassenge justifiait son intervention dans le cadre de la procédure sur le fait que l'acte attaqué arrêtait définitivement la modification du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone destinée à accueillir l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique sur un site relevant du territoire de la commune et que, selon la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, une commune a intérêt au bon aménagement de son territoire. De surcroît, en l'espèce, la commune de Bassenge invoquait sa qualité de propriétaires des biens concernés par la modification apportée au plan de secteur et le fait qu'elle avait proposé elle-même au Gouvernement de retenir le site comme susceptible d'être affecté à l'implantation et à l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique de déchets inertes.

1.2. Les objectifs devant être atteints dans le cadre des activités faisant l'objet du litige

Le recours contestait la modification apportée à un plan d'aménagement du territoire. Dans le cas d'espèce, le plan de secteur de Liège fut modifié pour permettre l'inscription d'une zone destinée à accueillir l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique sur le territoire de la commune de Bassenge, au lieu dit "*Sur Hez*".

Les requérantes avaient introduit un recours en annulation contre cette modification partielle ainsi qu'une demande de suspension de l'acte attaqué. Cette demande de suspension a pour objet, si elle est accueillie, que l'acte querellé par un recours en annulation ne peut être exécuté pendant toute la demande relative à l'instruction du recours en annulation. La décision commentée est relative à la procédure de suspension devant le Conseil d'Etat. Le recours en annulation est toujours pendant.

L'objectif final poursuivi était la protection du site eu égard à la présence d'espèce protégée.

1.3. Les précédents de l'affaire,

a. Cadre législatif applicable

1. En application de la loi du 8 août 1980 relative aux réformes institutionnelles, la protection de l'environnement - et, en particulier, la définition des règles inhérentes à la gestion des déchets -, relève de la compétence des Régions dans l'ordre juridique belge.

2. En Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets constitue actuellement le cadre législatif de la gestion des déchets en Région wallonne pour la transposition de la directive 75/442/CEE du Conseil, du 15 juillet 1975, relative aux déchets (J.O. L 194, p. 39) telle que modifiée par la directive 91/156/CEE du Conseil du 18 mars 1991 (J.O. L 78, p. 32), la directive 91/692/CEE du Conseil du 23 décembre 1991 (J.O. L 377, p. 48) et la décision 96/350/CE de la Commission du 24 mai 1996 (J.O. L 135, p. 32).

b. Dispositions décrétales relatives à la planification des déchets

3. Les dispositions du décret du 27 juin 1996 relatives à la planification en matière de déchets sont définies au chapitre V (articles 24 à 26).

L'article 24 du décret précise qu'une double planification est élaborée : un plan relatif à la gestion des déchets (§ 1^{er}) et un plan des centres d'enfouissement technique (§ 2)¹ :

"CHAPITRE V. - Planification de la gestion des déchets

Art. 24. §1^{er}. Le Gouvernement établit conformément aux articles 11 à 16 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable un plan relatif à la gestion des déchets. Ce plan constitue un programme sectoriel au sens de ce décret. Il peut comprendre une planification par type de déchets ou par secteur d'activités.

Le plan comporte notamment :

¹ La notion d'"enfouissement technique" ne recouvre rien d'autre que l'opération de "mise en décharge" des déchets.

1° une description des types, quantités et origines des déchets, des modalités de gestion des déchets produits et transférés annuellement, des installations en cours d'exploitation et des sites occupés;

2° un inventaire des mesures réglementaires et générales en vigueur, ayant un impact sur la gestion des déchets;

3° une description de l'évolution probable dans le secteur et des objectifs à atteindre en matière de gestion des déchets;

4° les projets et actions à développer en matière de prévention, valorisation et élimination, les modalités et les techniques de gestion préconisées, et les personnes physiques ou morales habilitées à gérer les déchets.

Le plan est accompagné de données relatives à ses implications budgétaires pour les pouvoirs publics, à ses effets prévisibles sur l'économie en général à court, moyen et long termes, et à ses conséquences prévisibles sur l'environnement.

§2. Le Gouvernement établit, suivant la procédure prévue aux articles 25 et 26, un plan des centres d'enfouissement technique qui comporte les sites susceptibles d'être affectés à l'implantation et à l'exploitation des centres d'enfouissement technique, à l'exception des centres d'enfouissement réservés à l'usage exclusif du producteur de déchets.

Aucun centre d'enfouissement technique autre que destiné à l'usage exclusif du producteur de déchets ne peut être autorisé en dehors de ceux prévus par le plan visé au présent paragraphe."

4. Comme le précise l'article 24, § 1^{er}, le plan relatif à la gestion des déchets est établi conformément aux articles 11 à 16 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable.

Le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable définit la procédure d'élaboration, d'une part, d'une planification générale en matière d'environnement et, d'autre part de planifications sectorielles en matière d'environnement – dont un plan de gestion des déchets–, comme le précisent les articles 8 et 17 du décret du 21 avril 1994 :

"Art. 8. Le Gouvernement établit un plan d'environnement pour le développement durable qui détermine les lignes directrices à suivre à moyen et à long terme, lors de la prise de décisions par le Gouvernement, l'administration régionale, les entreprises para-régionales, les personnes

privées chargées d'une mission de service public et, dans les matières d'intérêt régional, les provinces, communes et associations de communes.

Art. 17. *Le Gouvernement établit des programmes sectoriels dans les domaines suivants :*

- 1° un plan de gestion des déchets tel que visé par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (...).*
- 2° un programme d'action pour la qualité des eaux tel que visé par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau;*
- 3° un programme d'action pour la qualité de l'air;*
- 4° un programme d'action pour la qualité des sols;*
- 5° un programme d'action pour la protection de la nature."*

La procédure d'élaboration du plan d'environnement pour le développement durable et des programmes sectoriels est définie aux articles 11 à 16 du décret :

"Art. 11. *Le Gouvernement élabore ou fait élaborer le projet de plan.*

Le Gouvernement peut solliciter les services de la Région wallonne, les entreprises pararégionales, les provinces, les communes, les associations de communes pour lui fournir toutes les informations et données nécessaires à l'élaboration du projet de plan.

Le Gouvernement peut également collecter des informations et données auprès des entreprises. Il lui est interdit de divulguer tout ou partie des secrets de fabrication éventuellement contenus dans les renseignements obtenus, lorsque les entreprises, qui ont fourni les informations désignent celles qui revêtent un caractère confidentiel et demandent que le secret soit préservé.

Art. 12. *Le projet de plan est soumis par le Gouvernement à une enquête publique pendant une période de trente jours. Les autorités communales informent la population. Elles recueillent les remarques de la population et les transmettent au Gouvernement en même temps que leurs éventuels avis motivés.*

Art. 13. *En même temps qu'il soumet le projet de plan à enquête publique, le Gouvernement consulte les provinces, les communes, les associations de communes dans les domaines de la production et de la distribution d'eau et dans le domaine des déchets, les organismes d'épuration agréés, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, le Conseil économique et social de la Région wallonne et tout autre organe qu'il juge utile de consulter.*

Ceux-ci transmettent leurs éventuels avis motivés au Gouvernement endéans les vingt jours après l'expiration du délai prévu à l'article 12.

Art. 14. *Le Gouvernement adopte le plan par arrêté délibéré en son sein.*

Le Gouvernement soumet le plan au Conseil régional wallon qui se prononce par voie de résolution.

Le Gouvernement communique le plan aux autorités et institutions visées à l'article 8 et aux autres organes qu'il juge utile d'informer directement. (...)"

5. Comme le précise l'article 24, § 2 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le plan des centres d'enfouissement technique est établi, suivant la procédure prévue aux articles 25 et 26 du même décret.

"Art. 25. §1er. *L'avant-projet de plan des centres d'enfouissement technique est établi sur base des propositions faites par les personnes morales de droit public et de droit privé visées aux articles 20, §2, et 39, dans le délai fixé par le Gouvernement.*

A défaut de propositions dans les délais prescrits, celui-ci établit le plan de son propre chef.

§2. *Le projet de plan des centres d'enfouissement technique est soumis à étude des incidences sur l'environnement. A cette fin, la société publique visée à l'article 39 fait procéder, pour chaque site identifié pour accueillir un centre d'enfouissement technique de déchets autres qu'inertes, à une étude des incidences décrivant de manière appropriée les effets directs et indirects à court, moyen et long termes de l'implantation et de l'exploitation projetée sur :*

- 1° l'homme, la faune et la flore;*
- 2° le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage;*
- 3° l'interaction entre les facteurs visés aux 1° et 2° du présent alinéa;*
- 4° les biens matériels et le patrimoine culturel.*

Cette étude est réalisée par une ou des personnes agréées en qualité d'auteurs d'études d'incidences conformément à l'article 11 du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

Les informations fournies dans l'étude des incidences portent au minimum sur les éléments visés à l'article 14 du décret du 11 septembre 1985 précité.

Dans la mesure où l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique sur un des sites répertoriés dans le projet de plan sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement d'une autre Région ou d'un autre Etat, le Gouvernement transmet ledit projet aux autorités compétentes.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, la société publique visée à l'article 39 et les personnes visées à l'alinéa 2 du présent paragraphe sont autorisées à pénétrer dans les conditions fixées par le Gouvernement sur et autour des sites susceptibles d'être repris dans le projet de plan en vue d'y effectuer les études, analyses et prélèvements nécessaires.

§3. Le Gouvernement détermine :

1° les modalités de remboursement des frais liés à l'élaboration des études d'incidence visées au paragraphe 2 à charge des personnes morales ayant fait des propositions conformément au paragraphe 1er;

2° les modalités d'indemnisation des personnes qui subissent un préjudice matériel du fait des études, analyses et prélèvements visés à l'alinéa 5 du paragraphe 2.

Art. 26. §1er. *Le Gouvernement arrête provisoirement le plan des centres d'enfouissement technique ainsi que la modification des plans de secteurs visés.*

Le plan ainsi arrêté et la modification des plans de secteurs visés suivent la procédure prévue aux articles 43 et 44 du Code wallon de l'aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La réunion de concertation visée à l'article 43, §2, alinéa 4, du même Code se tient entre les représentants du Gouvernement, de la Société publique visée à l'article 39 et des réclamants.

§2. Le Gouvernement arrête définitivement le plan des centres d'enfouissement technique par le même acte que celui visé à l'article 44 du même Code."

6. Dans une contribution sur *"la législation relative aux déchets en Région wallonne"*, le chef de cabinet adjoint du Ministre de l'environnement, autorité compétente en la matière, explicite bien la double planification ainsi opérée par le décret du 27 juin 1996²:

"Le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets prévoit l'adoption de deux types de plans. Un plan général de gestion des déchets, établi conformément aux dispositions du décret du 21 avril 1994, et un plan des centres d'enfouissement technique, établi selon des règles propres.

² P. CARTUYVELS, "La législation relative aux déchets en Région wallonne : évolutions récentes et perspectives", *Revue Régionale de Droit*, 1997, n° 85, p. 47 sq. et spécialement p.58 et 59. (pièce n° 6).

Le plan de gestion des déchets relève de la planification temporelle. Il fixe des objectifs à atteindre en termes de diminution de la production ou de la nocivité des déchets, en termes de quantités à valoriser énergétiquement ou à recycler, etc. Il définit les échéances souhaitables pour la mise en œuvre des moyens d'action (...)

Le plan des centres d'enfouissement technique, prévu à l'article 24, § 2 du décret du 27 juin 1996, relève de la planification spatiale. Il comporte les sites susceptibles d'être affectés à l'implantation et l'exploitation des centres d'enfouissement technique, à l'exception des centres d'enfouissement réservés à l'usage exclusif du producteur de déchets. (...). Une fois adopté, plus aucun centre d'enfouissement technique autres que réservés à l'exclusif d'un producteur déterminé, ne pourra plus être autorisé en dehors des sites prévus au plan".

c. Adoption du plans de gestion des déchets et du plan des centres d'enfouissement technique

7. En exécution de l'article 24, § 1 du décret du 27 juin 1996, fut approuvé, le 15 janvier 1998, la planification temporelle dans le "*plan wallon des déchets «Horizon 2010»*"³

Le plan s'efforce de déterminer les besoins et tendances de la valorisation et de l'élimination des déchets en Région wallonne. Il comporte ainsi une liste des sites existants avec leur capacité résiduaire. Par contre le plan *wallon des déchets «Horizon 2010»* ne détermine pas les sites "*appropriés*" d'élimination au regard des exigences de l'article 4 de la directive 75/442/CEE.

Au contraire, en sa page 167, le plan Horizon 2010 précise la nécessité d'adopter encore une planification spatiale des sites d'élimination :

"le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets prévoit de planifier les sites de versage à travers le plan des centres d'enfouissement technique. Ce plan des centres d'enfouissement technique répond tout d'abord à un souhait européen de planification et d'autosuffisance, et doit ensuite faciliter les prises de décision et raccourcir les procédures d'autorisation (...) Les sites retenus par le plan des centres d'enfouissement technique auront fait l'objet d'un choix logique et justifié répondant aux critères environnementaux les plus stricts. Les sites qui seront, à terme, repris dans le plan des centres d'enfouissement

³ Arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 1998 adoptant le plan wallon des déchets "Horizon 2010", Moniteur belge, 21 avril 1998, p. 11.806 (pièce n° 4).

technique doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation d'exploitation. Cela signifie donc que l'ensemble des sites arrêtés ne seront pas nécessairement exploités, puisque c'est en fonction des besoins que les demandes seront introduites"

8. En exécution de l'article 24, § 2 du décret du 27 juin 1996, fut adopté le 1^{er} avril 1999 la planification spatiale des sites d'élimination dans "*le plan des centres d'enfouissement technique*"⁴. Conformément aux dispositions de droit interne, le plan des centres d'enfouissement technique est entré en vigueur dix jours après sa publication au Moniteur belge, soit le 23 juillet 1999.

Le plan, au terme d'une procédure de sélection environnementale de sites – procédure intégrant une évaluation des incidences des sites envisagés et les objectifs de l'article 4 de la directive – arrête la liste des sites appropriés pour l'implantation de décharge ou, selon l'appellation retenue en droit interne, pour l'implantation des centres d'enfouissement technique.

Antérieurement plan des centres d'enfouissement technique, il n'y avait, en Région wallonne, aucune planification spatiale des sites d'élimination des déchets.

d. Procédure d'adoption de l'acte attaqué

9. Conformément à l'article 25, § 1^{er} du décret, l'avant-projet de plan des centres d'enfouissement technique est établi sur base des propositions faites par les personnes morales de droit public et de droit privé visées aux articles 20, §§ 2 et 39 dans le délai fixé par le Gouvernement. Pour ce faire, le 25 avril 1996, le Gouvernement wallon charge la S.A. Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement (SPAQUE) de l'élaboration d'un avant-projet de plan des centres d'enfouissement technique (C.E.T.) reprenant les sites susceptibles d'être affectés à l'implantation et à l'exploitation de centres d'enfouissement technique sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception des centres réservés à l'usage exclusif du producteur de déchets.

La SPAQUE élabore cet avant-projet, qui contient différents sites, dont la liste est établie sur la base de critères techniques et socio-environnementaux. Parmi ces sites figure celui qui est situé à Bassenge, au lieu-dit "*Sur Hez*", destiné à accueillir des déchets inertes, auquel la SPAQUE attribue une cote de 67/100. Il est important de noter que ce site est proposé à l'initiative de la commune de Bassenge (voy. l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 adoptant le plan des centres d'enfouissement technique, M.B. 13 juillet 1999, p. 5, site n° 354).

⁴ Arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 adoptant le plan des centres d'enfouissement technique, Moniteur belge, 13 juillet 1999, p. 26.747. (pièce n° 5).

10. Le 23 janvier 1997, le Gouvernement a pris acte de l'avant-projet de plan établi par la SPAQuE et l'a chargée de poursuivre la procédure d'élaboration du plan des centres d'enfouissement technique, notamment en soumettant le projet de plan à étude d'incidences sur l'environnement pour chacun des sites retenus. En outre, le Gouvernement charge la SPAQuE *"de compléter, sur base des résultats de l'étude d'incidences effectuée sur les sites repris au tableau I (CET destinés aux déchets ménagers et aux déchets industriels non dangereux), la sélection des CET destinés à l'enfouissement des déchets inertes dont la liste figure au tableau III joint en annexe"*.

11. Conformément à l'article 25, § 2 du décret, le projet de plan des centres d'enfouissement technique est soumis à étude des incidences sur l'environnement. Un arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établit les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relative au plan des CET.

La SPAQUE rédige à propos du site litigieux ce qu'elle appelle une *"évaluation des incidences sur l'environnement"*.

De ce document, on retiendra les éléments suivants :

- la commune de Bassenge est propriétaire des parcelles concernées et se déclare promoteur du projet de centre d'enfouissement technique (pp. 3 et 4);
- les villages les plus proches sont ceux d'Eben-Emael et de Bassenge, situés respectivement à 3,5 km au nord et à 3 km à l'est du site (p. 3);
- au plan de secteur, avant modification, le site se trouve pour partie en zone d'extraction sur fond de zone agricole, pour partie en zone agricole (p. 3);
- actuellement à l'arrêt, la carrière a exploité les graviers d'une terrasse de la Meuse et localement les sables tertiaires sous-jacents (p. 3);
- il est important de noter que des déversements de déchets inertes ont déjà été effectués sous contrôle de la commune de Bassenge dans la zone nord-ouest du site (p. 3);
- une recherche menée auprès du service des eaux souterraines de la région n'a pas permis de localiser des captages d'eau situés dans un rayon de 35 m (zone de prévention rapprochée) autour du site étudié (p. 4);
- la carrière occupe une superficie de 15 ha environ et le site a une capacité d'accueil maximale de 5.250.000 m³ (p. 5);

- le site étant éloigné de près de 400 m de toute zone d'habitat, l'exploitation n'engendrera aucune nuisance particulière du point de vue acoustique sur l'environnement immédiat; au surplus, la route utilisée pour rejoindre la voie rapide ne traversant aucune agglomération, aucune nuisance sonore liée au charroi ne sera à déplorer (p. 5 et 6);

- aucune agglomération ne sera traversée par les camions (p. 6);

- le site n'a pas de statut de protection du point de vue faune et flore; toutefois, il jouxte plusieurs zones ayant fait l'objet d'une description biologique et qui sont reprises dans les inventaires des sites de grand intérêt biologique, dont certaines sont classées en réserve naturelle; la sablière a également fait l'objet d'une description reprise dans l'inventaire des sites de grand intérêt biologique et son exploitation a généré des zones propices aux hyménoptères aculéates, plusieurs mares étant également présentes, lesquelles accueillent une population de crapauds calamites non négligeable; pour la flore, l'arrivée d'espèces végétales intéressantes semble en partie pénalisée par l'envahissement du site par les espèces pionnières.

En conclusion, compte tenu de la couverture finale et du caractère inerte des matériaux enfouis, l'impact sur la faune et la flore environnantes sera quasi nul; par contre, la suppression des biotopes sabulicoles et aquatiques du site constitue un impact. Toutefois, l'un des sites validés comme réserve naturelle est particulièrement riche en faune herpétologique (y compris le crapaud calamite), ce qui indique la présence dans les environs d'autres zones d'accueil pour la reproduction de batraciens (p. 6).

Au terme de son étude, la SPAQUE attribue au site une cote de 67/100, remarque étant faite que le site ne correspond pas à des critères défavorables en termes d'aménagement du territoire ou en termes techniques.

12. Le 30 avril 1998, le plan des C.E.T. et les modifications des plans de secteur concernés sont adoptés provisoirement par le Gouvernement wallon. Le site litigieux est retenu pour accueillir l'implantation et l'exploitation d'un C.E.T. visé par la législation relative aux déchets, ainsi que les installations de regroupement de déchets préalable à cette exploitation.

13. Conformément à l'article 25, § 2 du décret et à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relative au plan des centres d'enfouissement technique, le projet de plan des centres d'enfouissement technique est soumis à enquête publique du 18 mai au 2 juillet 1998.

Les résultats et remarques de l'enquête publique sont exposés comme suit dans les annexes du Moniteur belge du 13 juillet 1999 (p. 149) :

"B. Résultats et remarques de l'enquête publique

". L'enquête publique a rassemblé 57 signataires dont (...).

". Les principaux arguments sont les suivants :

"- Le site présente un intérêt biologique remarquable,

"- le site est mal choisi en raison de son impact sur les potentialités touristiques de la vallée,

"- son exploitation provoquera une dégradation de la qualité de vie des habitants de la Basse-Meuse,

"- risque pour la santé,

"- ce CET apportera des compensations financières importantes pour la Commune mais ce n'est pas une raison,

"- le site est un abri pour une multitude d'insectes dont 25 espèces de guêpes et d'abeilles très rares et 83 menacées et de crapauds calamites menacés et très fragiles,

"- si le projet est accepté, il n'y aura plus aucune raison valable pour freiner les désirs d'expansion de C.B.R. et de Marnebel,

"- par le passé, le site présentait des biotopes exceptionnels qui ont disparu avec l'exploitation de la carrière. L'arrêt de cette exploitation a permis l'installation d'autres milieux tout aussi remarquables.

"(...)

". La Commission consultative de la gestion des réserves domaniales de Liège remet un avis défavorable en raison notamment de la valeur biologique considérable du site et demande une accélération de la procédure de création d'une réserve naturelle domaniale.

". La S.W.D.E. n'a pas de remarques particulières à formuler.

". ECOLO, les R.N.O.B., AVES, Education-Environnement, Ardennes liégeoises, l'Aubépine s'opposent à la création du CET pour diverses raisons, principalement dues à la faune et la flore.

" Inter Environnement Wallonie, vu l'intérêt biologique, souhaite voir exclu du plan le site de Bassenge".

14. Le 14 juillet 1998, le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Bassenge remet un avis favorable pour les motifs suivants :

"- Ce CET de déchets inertes et non dangereux ne menacera pas la nappe aquifère ni la qualité de l'air (voir la lettre de la S.W.D.E. du 19.06.1998 stipulant : «D'après les éléments en notre possession, compte tenu du contexte géologique, nous n'avons pas de remarques particulières à formuler».

"- Le site prévu est situé en dehors de toute zone agglomérée; le charroi ne passera donc pas par les quartiers habités et ne causera pas de dégradations aux habitations ni des nuisances de bruits ou poussières aux habitants.

"- La faune (abeilles, batraciens, ...) est plus que présente dans toute l'entité de Bassenge.

"- La flore (botryche lunaire, lande à callune, ...) présente se situe au-dessus d'anciens dépôts d'immondices qui ont été remblayés par l'ancienne commune de WONCK (dénommé usuellement en ce temps "trou aux crasses"). Ce site isolé fait malheureusement l'objet de dépôts sauvages; y faire une classe 3 serait la solution idéale pour gérer, contrôler et réhabiliter le site.

"- Ce CET apportera des rentrées financières non négligeables et bien nécessaires pour la commune afin de payer la facture de plus en plus lourde de la gestion des déchets et autres.

"- Contrairement à ce qui est affirmé très légèrement, le lieu dit "Sur Hez" ne fait pas partie de la Montagne Saint-Pierre, qui en est éloigné d'environ 3 kilomètres à vol d'oiseau.

"- Le territoire de notre commune regorge de réserves naturelles et nous sommes très attentifs aux problèmes de pollutions ainsi qu'à ceux liés à la protection de la nature. Nous apportons largement notre aide à la R.N.O.B., notamment par la création de mares aux crapauds (ex : Guizette, rue des Bannes) et prochainement la création de passages non déplaçables pour tritons.

"- Nous avons la ferme volonté de devenir une commune propre et performante et non pas un désert économique".

15. Le 23 septembre 1998, le conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (C.W.E.D.D.) remet son avis sur le plan des C.E.T. Pour le site de Sur Hez, il est motivé comme suit:

"Le conseil fait remarquer que la capacité maximale annoncée implique une hauteur de déchets de 35 mètres. Or, après visite sur le terrain, il s'avère que l'ancienne carrière ne présente pas une telle dénivellation. Le simple comblement de l'ancienne carrière ne permet pas d'atteindre ce volume.

"Etant donné l'isolement visuel par rapport aux zones habitées, l'implantation d'un CET aura un impact paysager peu perceptible pour les résidents (dans le cas d'un simple comblement de la carrière désaffectée). Il en serait autrement si une partie des déchets devait constituer un tumulus. Le conseil estime que le dépôt doit être limité au relief du terrain.

"Au vu des exigences écologiques particulières du crapaud calamite (et d'autres espèces typiques du site), la recolonisation spontanée du site en l'absence d'intervention humaine serait dommageable à son intérêt biologique actuel.

"Le CWEDD remet finalement un avis défavorable et demande que cet endroit fasse l'objet d'un statut spécifique pour protéger les crapauds calamites".

16. Le 30 septembre 1998, la commission régionale d'aménagement du territoire (C.R.A.T.) remet un avis favorable sur base des considérations suivantes :

"Elle assortit son avis favorable des considérations suivantes

"Preliminaires

"1. Le décret du 27 novembre 1997 définit en ses articles 16 et 17 la procédure d'élaboration du plan des centres d'enfouissement techniques. L'article 16 fait par ailleurs, référence à la procédure décrite aux articles 43 et 44 du CWATUP relative à la modification des plans de secteur.

"Toutefois, l'article 42 du CWATUP stipule en son paragraphe 2 que «Lorsque l'avant-projet de plan comporte une ou plusieurs des zones visées à l'article 25, alinéa 2 à savoir les zones destinées à l'urbanisation, le Gouvernement fait réaliser une étude d'incidences». L'article décrit ensuite le contenu de cette étude.

"L'absence d'étude d'incidences sur le projet de modification du plan de secteur interpelle la CRAT d'autant plus que les articles 16 et 17 du décret, qui modifient le décret relatif aux déchets, constituent des dérogations du CWATUP, mais n'évoquent pas son article 42.

"En outre, la CRAT constate que la procédure de consultation qui la concerne, et qui est définie à l'article 42, dernier alinéa du CWATUP - «Le Gouvernement informe régulièrement la commission régionale de l'évolution des études préalables et lui en communique les résultats. La commission régionale peut à tout moment, formuler des observations ou présenter les suggestions qu'elle juge utiles» - n'a pas été respectée dans la mesure où elle a pris connaissance des modifications des plans de secteur avec les dossiers d'enquête publique.

"2. La CRAT considère que l'«Evaluation des incidences sur l'environnement du site» qui a pour objet d'éclairer sur le pourquoi de la modification du plan de secteur est insatisfaisante.

"Au point 5.1. «Réduction des impacts» il est fait référence «aux recommandations» énoncées au paragraphe 4.3.3. du chapitre 4 «Mesures générales à mettre en oeuvre pour réduire les impacts sur l'environnement» sans préciser le document auquel cela se rapporte. Il s'agit en fait d'une référence à un chapitre de l'annexe 6 du projet de plan des CET.

"3. Les échéances différentes entre le plan wallon des déchets adopté à l'horizon 2010 et le projet de plan des CET établi à l'horizon 2020 sont de nature à créer la confusion dans les esprits.

"4. La CRAT attire l'attention qu'en son article 28, § 2, 1^{er} alinéa, le CWATUP prescrit que : «(...) L'utilisation de la zone, au terme de l'exploitation, est déterminée, par une prescription complémentaire et sa réhabilitation, en tout ou en partie, est fixée par le permis d'exploitation délivré en vertu de la législation relative aux déchets (...)».

"Or, cette prescription complémentaire n'accompagne pas la modification du plan de secteur mis à l'enquête.

"De plus, le dernier alinéa de ce § 2 stipule «(...) Une zone d'espaces verts doit être inscrite sur le pourtour des mêmes zones».

"5. Le décret du 27 juin 1996 définit en son article 2 ce qu'il faut entendre par déchets inertes : «déchets qui de par leurs caractéristiques physico-chimiques, ne peuvent en aucun moment altérer les fonctions du sol, de l'air ou des eaux ni porter atteinte à l'environnement ou à la santé des hommes».

"La CRAT constate que la liste des déchets inertes fixée par arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 comporte des déchets qui, du fait de leurs caractéristiques physico-chimiques, ne peuvent être utilisés pour combler des carrières dans les cas où soit la nappe aquifère affleure, soit le sous-sol est perméable.

"6. (...)

"I. Considérations générales

"1. Le site est une ancienne gravière qui se situe en dehors de la zone agglomérée. L'agglomération la plus proche se situant à 1,5 km du site (Wonck), l'exploitation du CET n'engendrera pas de nuisances particulières (bruit, poussières) aux habitants.

"2. Le site se localise à proximité de la N671 et y est relié par les rue de Wonck et d'Eben.

"3. Le site se trouve pour partie en zone d'extraction avec reconversion en zone agricole et pour partie en zone agricole au plan de secteur. La zone de CET ne comporte pas de zone d'espace vert sur tout son pourtour. Une zone d'espace vert n'est inscrite ni au nord, ni à l'est de la zone CET.

"4. Le site est distant de 3 km de la Montagne St-Pierre mais son impact sur la faune-flore locale sera faible puisque les biotopes présents sur ce site se retrouvent facilement dans la commune.

"5. Le projet de CET est une solution pour réhabiliter ce site qui était déjà utilisé pour des déversements contrôlés de la commune de Bassenge. (...)"

17. Dans son rapport de synthèse, la SPAQUE donne la réponse suivante :

"Malgré sa situation dans un ensemble à haute valeur biologique, le site ne possède pas de statut de protection. Seules certaines espèces présentes sur le site sont protégées. La mise en place du projet devra tenir compte des impositions en matière de protection. Le déplacement des batraciens protégés est l'une des possibilités permises par le texte de protection. Une autre possibilité prévue dans les textes est la réalisation et l'aménagement de zones d'accueil pour les espèces protégées qui auraient à subir une détérioration de leur emplacement initial suite à un projet économique.

"Quant au maintien de pelouses calcaires, les conditions d'exploitation peuvent prévoir une gestion permettant de concilier l'exploitation et le maintien de certaines zones. De plus, la couverture finale pourrait être réalisée avec des matériaux aptes à permettre la recolonisation par la pelouse calcaire avoisinante".

18. Le 1^{er} avril 1999, le Gouvernement wallon adopte le plan des C.E.T.

Conformément à l'article 26, § 2 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'élaboration du plan des centres d'enfouissement technique va de pair avec la modification des plans de secteur. Le décret précise que *"Le Gouvernement arrête définitivement le plan des centres d'enfouissement technique et la modification des plans de secteur visé par l'inscription d'une zone de centre d'enfouissement technique sur les différents sites repris au plan des centres d'enfouissement technique."* Autrement dit, tous les sites repris et sélectionnés par le plan des centres d'enfouissement technique doivent être accompagnés d'une modification du plan de secteur les concernant par l'inscription d'une zone de centre d'enfouissement technique.

De la sorte, à la même date du 1^{er} avril 1999, le Gouvernement arrête définitivement les modifications des plans de secteur.

Ces arrêtés sont publiés au Moniteur belge du 13 juillet 1999.

L'arrêté adoptant le plan des C.E.T. renvoie aux *"motivations particulières à chaque site telles que reprises au titre VI du plan des CET et qui font suite aux résultats de l'enquête publique et des réunions de concertation"*. Celles-ci sont les suivantes :

"Le site de Bassenge est situé en dehors de toute zone agglomérée dont les conditions d'accès sont aisées. L'isolement visuel du site par rapport aux zones habitées et l'impact paysager peu perceptible pour les résidents est un élément favorable. La présence d'espèces protégées, principalement des crapauds calamites, a été décelée à l'est du site. Le périmètre de la zone CET a été diminué afin de préserver ce patrimoine naturel.

"Le site est distant de 3 km de la Montagne Saint-Pierre mais son impact sur la faune/flore locale est faible puisque le biotope présent sur ce site se retrouve facilement dans la commune.

"(...)

"L'autorité compétente qui aura à statuer sur les demandes d'exploiter et de bâtir pour le site de Bassenge veillera à prendre en compte les éléments suivants :

"- la nécessité de la mise en oeuvre de mesures d'aménagement durant et après l'exploitation, permettant d'assurer de manière durable la pérennité des espèces protégées, en particulier les crapauds calamites, présents à proximité immédiate;

"- dans le même objectif de protection du patrimoine naturel, le phasage des travaux et, si nécessaire, la planification des travaux relatifs à l'aménagement préalable du site avant exploitation;

"- l'aménagement judicieux de zones tampon en périphérie de la zone CET en tenant compte de la zone d'espaces verts adjacente".

Quant à l'arrêté adoptant la modification du plan de secteur, il comporte la motivation spécifique suivante :

"Considérant que la commission régionale de l'aménagement du territoire a rendu un avis favorable;

"Considérant que le site est situé en dehors de toute zone agglomérée et que les conditions d'accès sont aisées;

"Que l'isolement visuel du site par rapport aux zones habitées et l'impact paysager peu perceptible pour les résidents sont des éléments favorables;

"Considérant que la présence d'espèces protégées, principalement des crapauds calamites, a été décelée à l'est du site et que, dès lors, le périmètre de la zone CET a été diminué afin de préserver ce patrimoine naturel;

"Considérant que le site est distant de 3 km de la Montagne Saint-Pierre mais son impact sur la faune/flore locale est faible puisque les biotopes présents sur ce site se retrouvent facilement dans la commune;

"Considérant l'évaluation environnementale effectuée pour le site concerné".

19. De son côté, la commune de Bassenge a demandé au laboratoire d'écologie animale et d'écotoxicologie de l'Université de Liège son avis sur les crapauds calamites. Un rapport lui est adressé le 5 mai 1999 lequel relève notamment ce qui suit :

"La majorité des sites où furent observés des têtards de crapauds calamites peuvent être considérés comme temporaires et instables. Le crapaud calamite est une espèce qui affectionne particulièrement ce type d'habitat.

"(...).

"La création d'oasis protégées ou semi-protégées pour cette espèce est une démarche qui ne peut qu'être soutenue car elle conforte l'espoir de conservation de notre patrimoine naturel. (...) La reconstitution d'un habitat, comparable à celui actuellement présent dans la zone ouverte du site de So Hé (sic), devrait permettre une recolonisation spontanée dans cette zone de substitution. Toutefois, des déplacements de têtards et d'adultes au printemps

suivant la création de ladite zone permettraient de sauver un plus grand nombre d'individus. Quoique le crapaud calamite soit protégé par l'A.E.R.W. du 30 mars 1983, il est toutefois possible de déplacer ces animaux, sur de courtes distances, vers un milieu de substitution si ces animaux sont en danger suite à des activités humaines, et ce, sans demander de dérogation particulière (art. 1)".

20. Le litige porte sur la modification partielle du plan de secteur qui accompagne l'adoption du plan des centre d'enfouissement technique en ce qui concerne l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique sur le territoire de la commune de Bassenge, au lieu dit "Sur Hez".

1.4. Décision juridictionnelle

Dans son arrêt n° 88.687 du 7 juillet 2000, le Conseil d'Etat décide :

"Considérant que, si l'on retient la conservation de la nature dans le sens le plus large, son objet se confond avec la défense de l'intérêt général, ce qui ne peut justifier d'un intérêt personnel à agir; que si l'on a égard à son objet spécifique, à savoir l'achat, la location et la gestion de réserves naturelles, on constatera que le site n'est pas une réserve naturelle, qu'aucune démarche concrète n'a été faite par l'A.S.B.L. pour ériger le site en réserve naturelle (aucune procédure n'a été lancée en ce sens) et que l'A.S.B.L. ne soutient pas que l'acte attaqué aurait pour effet de porter atteinte aux réserves naturelles situées à proximité dont elle a la gestion; qu'il s'ensuit que l'A.S.B.L. RESERVES NATURELLES ne justifie dès lors pas d'un intérêt personnel et direct au recours;

Considérant que l'A.S.B.L. AVES, aux termes de l'article 3 de ses statuts, a pour objet "de favoriser par tous les moyens l'étude et la conservation de la faune, spécialement de l'avifaune, dans les milieux naturels ou reconstitués" et de veiller "particulièrement à promouvoir l'observation sur le terrain, à faire connaître et à préserver de toute dégradation l'idéal originel de la protection de la nature et des oiseaux";

Considérant que la conservation de la faune ou l'idéal originel de la protection de la nature ne peuvent être considérés comme constituant un intérêt suffisamment spécifique; que cet objet social ne peut dès lors justifier d'un intérêt au recours, même si AVES a témoigné d'un intérêt pour les crapauds; que, par ailleurs, son intérêt plus spécifique de protection de l'avifaune, qui est la raison d'être première de l'A.S.B.L., laquelle s'appelle elle-

même "Société d'Etudes ornithologiques", ne couvre pas la protection du crapaud calamite qui est l'enjeu essentiel du présent recours;

Considérant, quant à l'A.S.B.L. WORLD WIDE FUND FOR NATURE-BELGIUM, elle "a pour objet de promouvoir, d'encourager et d'assurer, tant en Belgique que dans les autres parties du monde, la conservation de la faune, de la flore, des sites, des eaux, des sols et des autres ressources naturelles et de rassembler et d'allouer les fonds nécessaires à cet objet";

Considérant que son objet couvre ainsi la protection de l'environnement en général sur tout le territoire; que, dès lors, sauf à établir que le crapaud calamite est une espèce en voie de disparition - ce qui n'est plus le cas même si le crapaud calamite reste une espèce vulnérable - et que le seul site les accueillant encore est celui visé par l'acte attaqué - ce qui n'est pas non plus le cas - dispose pas d'un intérêt suffisant au présent recours qui a d'intérêt que local;

Considérant que les trois A.S.B.L. ne justifient dès lors pas d'un intérêt suffisant au recours; que l'exception d'irrecevabilité doit être accueillie"

SECTION 2 : EFFECTIVITE DU POINT DE VUE DE LA PRODUCTION DE L'ENVIRONNEMENT

2.1. Description des enjeux environnementaux factuels dans le cadre de l'affaire et description des principes substantiels ou des règles de droit relatives à la protection environnementale qui sont en jeu dans la cause

a. Les enjeux environnementaux factuels peuvent être appréhendés au regard des règles de droit soutenant les moyens d'annulation invoquée par les parties requérantes.

b. Le premier moyen était pris de la violation des articles 4 et 6 de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe signée à Berne le 19 septembre 1979, approuvée par la loi du 20 avril 1989 (M.B., 29 décembre 1990, p. 24.504), en ce que l'acte attaqué était adopté dans le but d'apporter aux parcelles concernées une destination – en l'espèce l'affectation pour l'implantation d'un centre d'enfouissement technique – incompatible avec lesdites dispositions de la convention de Berne, alors qu'il est patent qu'il existe sur ces parcelles une espèce

visée à l'annexe II de la convention, le crapaud calamite. En particulier, l'article 4.2. de la convention de Berne prévoit explicitement une obligation pour les parties contractantes de tenir compte des besoins de la conservation des zones protégées afin de réduire le plus possible toute détérioration de telles zones, dans leur politique d'aménagement et que la modification partielle du plan de secteur adopté par l'acte attaqué contrevient directement à cette disposition.

Un deuxième moyen était pris de la violation de l'article 12 de la directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, en ce que l'acte attaqué contrevient à l'obligation d'assurer une protection stricte des espèces animales figurant à l'annexe IV.A de ladite directive et que le crapaud calamite figure à ladite annexe. La détérioration du site de reproduction du crapaud calamite étant une conséquence inévitable de la mise en œuvre de la zone destinée à accueillir l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique, l'incompatibilité de l'acte attaqué avec les dispositions de la directive 92/43/CEE est avérée.

Un troisième moyen était pris de la violation de l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés indigènes vivant à l'état sauvage dans la mesure où cette disposition emporte l'interdiction en tout temps d'endommager ou de détruire intentionnellement les œufs, les habitats, refuges ou nids des espèces d'animaux vertébrés indigènes protégés et que l'acte attaqué contrevient de manière frontale à la protection intégrale du crapaud calamite.

Un quatrième moyen était pris de la violation de l'article 42 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine en ce que cette disposition impose la réalisation d'une étude d'incidences préalable à une révision partielle d'un plan de secteur lorsque la révision vise à l'inscription d'une ou de plusieurs zones destinées à l'urbanisation au sens de l'article 25, al. 2 du même code et que l'article 25, al. 2 dudit code précise que la zone de service public et d'équipement communautaire est une zone destinée à l'urbanisation.

c. En ce qui concerne la violation des articles 4 et 6 de la convention de Berne, les parties adverses et intervenantes soutenaient que ces dispositions ne sont pas suffisamment précises pour que l'on puisse leur conférer un effet direct. En outre, le moyen, manquerait en fait, notamment en ce qu'il vise la violation de l'article 6 de ladite convention, dans la mesure où l'acte attaqué n'a pas pour objet *"la détérioration et la destruction intentionnelle des sites de reproduction et des aires de repos"* du crapaud calamite dans la mesure même où la partie adverse, en adoptant l'acte attaqué, a limité la zone de centre d'enfouissement technique afin de préserver l'habitat du crapaud calamite. Enfin, la convention de Berne, outre qu'elle permet aux parties de déroger aux obligations énoncées aux articles 4 à 8 (article 9.1), n'interdit pas la reconstitution d'un habitat comparable ni le déplacement de population sur de courtes distances vers

un milieu de substitution, solution qui avait été suggérée par le service d'éthologie et de psychologie animale de l'université de Liège.

En ce qui concerne l'invocation de la violation de l'article 12 de la directive 92/43/CEE, les parties adverses et intervenantes relevaient que l'article 2 de la directive indique que les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour instaurer un système de protection des espèces animales visées à l'annexe IV.A et que cette disposition ne peut se recevoir des effets directs puisqu'elle nécessite des mesures positives de transposition dans l'ordre interne.

En ce qui concerne la violation de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983, les parties adverses et intervenantes relèvent que l'acte attaqué a la même force obligatoire et réglementaire que l'arrêté du 30 mars 1983 et qu'il peut, dès lors, s'en écarter. De surcroît, les parties adverses et intervenantes soutiennent que l'auteur de l'acte n'a pas commis une erreur manifeste d'appréciation en adoptant l'acte attaqué dans la mesure où l'arrêté du 30 mars 1983 n'interdit pas la capture et les déplacements à brève distance d'animaux menacés d'un danger vital immédiat résultant d'une activité humaine, à condition que l'animal soit déposé immédiatement dans un milieu similaire naturel proche de celui où il a été trouvé.

Enfin, en ce qui concerne l'élaboration d'une étude d'incidences, les parties adverses et intervenantes relevaient que la législation avait été adaptée pour prévoir que la procédure d'évaluation des incidences était réalisée dans le cadre de la désignation du site dans le plan des centres d'enfouissement technique et non pas dans le cadre de la révision partielle du plan de secteur qui accompagne la désignation du site.

d. Sur un plan factuel, les associations requérantes soutenaient par différentes pièces que le site de So Hé à Wonck était particulièrement riche et intéressant tant sur le plan de la faune que de la flore :

- un courrier de J. FAIRON de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique, du 19 avril 1999 met en évidence le haut intérêt chiroptérologique des carrières souterraines de So Hé à Wonck .L'auteur constate que "*ces galeries, vu leur morphologie complexe, offrent un micro-climat et une structure très favorable à l'hivernage des chiroptères*". Les observations effectuées permettaient de conclure à la présence, dans ces galeries, d'individus appartenant à trois espèces légalement protégées (arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983) : *Myotis mystacinus / brandti*, *Myotis daubentoni*, *Plecotus auritus*.

- Le docteur LIBOIS, chargé de cours à l'Université de Liège et membre du conseil supérieur de la conservation de la nature, avait procédé à des recensements herpétologiques sur le site qui manifestait "*l'abondance assez inattendue du crapaud calamite (Bufo calamita)*". Les autres populations connues en Région wallonne sont en effet moins étoffées". Dans son rapport, le docteur LIBOIS indiquait : "*Il découle de ces observations que «Sur Hez» est incontestablement un des sites parmi les plus précieux pour la conservation du crapaud calamite dans notre région, ce qui justifie pleinement la mise en*

œuvre de mesures de protection parmi lesquelles la sauvegarde du site s'indique en tout premier lieu" et "ces nouvelles données confirment donc la grande valeur de l'entièreté de l'ancienne carrière Sur Hez pour le crapaud calamite".

- Dans des étude de la Région wallonne, le site de So Hé était qualifié de biologiquement intéressant et mettait en évidence différents éléments concernant la faune et la flore : Cinq espèce sont répertoriées sous le titre "*espèces protégées, menacées ou intéressantes*", dont une espèce (*Botrychium lunaria*) est une plante qui est reprise sur le projet de liste rouge, trois espèces de plantes (*Centaurium erythraea*, *Listera ovata* et *Epipactis helleborine*) sont des plantes protégées par l'arrêté royal du 16 février 1976, et une espèce (*Oedipoda coerulescens*) est un invertébré protégé par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987. De même était mis en évidence, une population d'hyménoptères aculéates tout à fait exceptionnel : "*le nombre d'espèces capturées ou observées sur le site du So Hé entre 1952 et 1995 est exceptionnellement élevé : 208 espèces. Certaines ne s'y trouvent vraisemblablement plus. Par contre, une espèce nouvelle pour la faune belge y a récemment été découverte par V. LEFEBER (1993)*".

2.2. Les résultats de l'affaire du point de vue de la protection de l'environnement.

Dans la mesure où le Conseil d'Etat a pris une décision d'irrecevabilité du recours fondée sur le défaut d'intérêt des associations requérantes, les questions de fond exposées ci-dessus (2.1) ne furent pas abordée par la haute juridiction administrative.

Le recours étant rejeté, la suspension de la révision partielle du plan de secteur prend effet. Cette révision partielle ouvre le droit à solliciter une demande d'autorisation d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique dont la nature est incompatible avec la préservation du site dans son état actuel.

2.3. Description de tout enjeu juridique en ce qui concerne le droit d'ester en justice pour les organisations environnementales ou les groupes de citoyens, et tout autre enjeu procédural.

Dans la mesure où le Conseil d'Etat a pris une décision d'irrecevabilité du fondée sur le défaut d'intérêt des associations requérantes, l'arrêt pose directement le problème de l'intérêt à agir des associations de protection de l'environnement au contentieux objectif, devant le Conseil d'Etat.

La solution retenue dans cette espèce sera appréciée ci-dessous sub. 3.1.

SECTION 3 : LA PRISE EN COMPTE DES ASPECTS JURIDIQUES ET DEMOCRATIQUES DE L'AFFAIRE.

3.1. Une évaluation de la décision en ce qui concerne l'application correcte du droit procédural.

a. Les associations de défense de l'environnement peuvent agir devant le Conseil d'Etat à condition de satisfaire aux conditions requises de toutes les autres personnes physiques ou morales, à savoir justifier d'un intérêt direct, personnel et légitime, ainsi que de la qualité requise.

Au début des années le Conseil d'Etat a rendu plusieurs arrêts admettant favorablement le principe de l'intérêt au recours de ces associations :

«Il est admis que des associations peuvent agir afin de protéger l'intérêt général; la protection de l'environnement est une affaire d'intérêt général; cet intérêt peut être défendu par les associations qui oeuvrent pour la protection de l'environnement et qui sont mues par des intérêts se situant sur le plan des idées et ayant un caractère collectif plutôt que par des intérêts propres»⁵.

Elles sont recevables à agir lorsqu'elles agissent dans le but qu'elles se sont fixé dans leurs statuts et que ce but ne coïncide pas avec la défense de l'intérêt général ni avec l'intérêt personnel de leurs membres⁶.

La solution est claire : les associations de défense de l'environnement peuvent justifier d'un intérêt à agir en vue de la défense de leur objet social pour autant

- i. - qu'elles soient dotées de la personnalité juridique. En droit interne, cette exigence implique que les associations respectent les dispositions de la loi
- ii. - qu'elles agissent dans les limites de leur objet social. principe de spécialité
- iii. - et qu'il y ait un lien suffisamment direct entre leur objet social et les inconvénients résultant de l'acte attaqué⁷.

⁵. Arrêts A.S.B.L. Bond Beter Leefmilieu - Interenvironnement, n° 20.882 à 20.885 du 20 janvier 1981; A.S.B.L. Comité Beter Leefmilieu Malle, n° 21.012 du 10 mars 1981; A.S.B.L. Werkgroep voor Milieubeheer Brasschaat, n° 21.384 du 11 septembre 1981.

⁶. C.E., n° 72.213 du 4 mars 1998, A.S.B.L. Boterstraatactiecomite et consorts; C.E., n° 72.801 du 26 mars 1998, A.S.B.L. Boterstraatactiecomite et consorts; C.E., n° 73.182, du 22 avril 1998, A.S.B.L. Natuursreservaten.

⁷. Le Conseil d'Etat fait parfois une application très contestable de cette dernière condition : ainsi, quand il estime, qu'une association de défense de l'environnement n'a pas un intérêt direct à demander l'annulation de dispositions de nature fiscale jugées défavorables ou insuffisamment favorables à la protection de l'environnement (arrêt A.S.B.L. Inter-environnement Wallonie et cons., n° 59.817 du 29 mai 1996).

b. Cependant, la jurisprudence a pris soin, au fil du temps, de maintenir le droit d'action des associations dans des conditions assez rigoureuses. Force est de constater que cette évolution s'est effectuée de manière croissante au regard des deux dernières conditions exposées ci-dessus (ii. et iii.)

i. Tout d'abord, le Conseil d'Etat exige que l'objet social des associations requérantes soit suffisamment spécifique.

Le recours en annulation introduit par une association dont l'objet est à ce point large que l'intérêt collectif qu'elle poursuit ne serait guère distinct de l'intérêt général ⁸. Ainsi, dans son arrêt GREENPEACE BELGIUM et SCHMIDT, n° 46.786 du 30 mars 1994, le Conseil d'Etat a clairement exigé que l'objet social des associations requérantes soit suffisamment spécifique. Il a justifié cette exigence par le fait que *"le législateur s'est toujours refusé à définir l'intérêt requis pour pouvoir introduire un recours en annulation, laissant au juge de l'excès de pouvoir la responsabilité d'apprécier si la partie requérante satisfait à cette condition de recevabilité; que, toutefois, le législateur a exclus le recours populaire (Pasin 1946, p. 1211); qu'il est de jurisprudence constante que l'intérêt justifiant le recours pour excès de pouvoir doit être direct, personnel, actuel, certain et légitime; qu'il appartient au pouvoir législatif, sous le contrôle de la Cour d'arbitrage, d'édicter éventuellement des conditions de recevabilité moins strictes, au profit de certains requérants ou dans certains domaines particuliers, ainsi qu'il l'a fait par la loi du 12 janvier 1993 relative au droit d'action en matière de protection de l'environnement"*. Il a par conséquent considéré que *"la gestion, la protection et la conservation de l'environnement constitue un objet social à ce point large qu'il ne saurait être spécifique à la première requérante (asbl GREENPEACE); qu'en effet, vivre dans un environnement sain est une préoccupation qui n'est étrangère à aucun être humain; que, par ailleurs, de très nombreux actes de l'autorité administrative sont susceptibles d'avoir une influence sur l'environnement; qu'il serait contraire à la volonté du législateur de reconnaître à tous indistinctement et inconditionnellement l'intérêt requis pour poursuivre l'annulation de tels actes administratifs"*.

Il a jugé que tel n'était pas le cas d'une association dont l'objet consistait à «traduire dans la vie quotidienne et sur les terrains économique, social, culturel et politique, les enseignements de l'écologie, science qui étudie les rapports des êtres vivants entre eux et avec leur milieu» ⁹.

Ou encore, «la gestion, la protection et la conservation de l'environnement constituent un objet social à ce point large qu'il ne saurait être spécifique à l'association

⁸. C.E., n° 46.786 du 30 mars 1994, A.S.B.L. Greenpeace Belgium.

⁹. Arrêt A.S.B.L. Les amis de la terre - Belgique, n° 32.633 du 24 mai 1989.

requérante; en effet, vivre dans un environnement sain est une préoccupation qui n'est étrangère à aucun être humain» ¹⁰.

ii. Ensuite, le Conseil d'Etat précise que le lien direct entre l'objet social de l'association et l'acte attaqué implique une adéquation entre la sphère géographique d'intervention de l'association requérante et la nature et les effets de l'acte attaqué.

Ainsi, dans un arrêt asbl RALDES, n° 74.719, du 29 juin 1998, le Conseil d'Etat a cependant considéré que lorsque les statuts définissent l'objet de l'association comme étant la protection du paysage, de la faune et de la flore en général, la portée absolument générale de cet objet, si celui-ci devait être retenu comme justification de l'intérêt d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat, assimilerait l'action de la requérante au recours populaire dans les cas où l'acte attaqué n'a pas lui-même une portée générale. Le Conseil d'Etat semble ainsi lier la portée générale de l'objet social et l'objet du recours qui devrait être lui-même général.

Il semble résulter de la jurisprudence du Conseil d'Etat qu'une association dont le champ d'activité est relativement important ne justifie pas d'un intérêt spécifique à demander l'annulation d'une décision d'intérêt local (B. JADOT, "L'intérêt à agir en justice pour assurer la protection de l'environnement", in *Les juges et la protection de l'environnement*, Bruylant, Bruxelles, 1998, p. 14). A côté du critère social apparaît donc un critère géographique.

De la sorte, selon le Conseil d'Etat, un groupement qui couvre un territoire d'activités relativement important — le pays, une région, plusieurs provinces, ... — ne justifie normalement pas d'un intérêt spécifique pour demander l'annulation d'une décision relative à un problème d'intérêt local ¹¹. Autrement dit, lorsque l'acte attaqué a une portée géographique bien délimitée, il ne peut être attaqué par une association dont l'action n'est pas limitée territorialement ou couvre une large étendue territoriale ¹², sauf si cette association a un objet social spécialisé ¹³. Tel est, par exemple, le cas de l'association qui poursuit la défense d'espèces animales ou végétales menacées et qui demande l'annulation d'un permis qui a pour effet de mettre en péril les derniers représentants d'une espèce en voie de disparition.

¹⁰. Arrêt A.S.B.L. Greenpeace Belgium et Schmit, précité.

¹¹. Arrêts A.S.B.L. Inter-environnement Wallonie, n° 27.834 du 24 avril 1987; Devos et cons., n° 28.086 du 12 juin 1987; A.S.B.L. Les amis de la terre - Belgique, n° 32.633 du 24 mai 1989, et n° 41.757 du 26 janvier 1993; A.S.B.L. Front commun des groupements de défense de la nature, n° 67.535 du 18 juillet 1997.

¹². C.E., n° 41.757 du 26 janvier 1993, A.S.B.L. Les Amis de la Terre - Belgique.

¹³. C.E., n° 32.953 du 11 août 1989, Wellens et consorts.

L'intérêt de pareils groupements n'est admis que Une association dont l'objet social s'étend à une vaste étendue territoriale n'est recevable à attaquer un acte administratif que si celui-ci a une incidence sur tout ou une grande partie du territoire visé par les statuts de cette association ¹⁴, c'est-à-dire lorsque le problème litigieux n'est pas purement d'intérêt local, en raison, par exemple, de la valeur écologique toute particulière du milieu dont la protection est demandée ¹⁵.

c. Le raisonnement du Conseil d'Etat se fonde sur cette exigence d'adéquation ou de proportionnalité géographique.

En l'espèce, l'asbl Réserves Naturelles *"a pour objet de favoriser dans la région et la Communauté française le développement et le rayonnement de l'idée de la conservation de la nature dans le sens le plus large. Elle se consacrera en particulier à l'achat, à la location et à la gestion de réserves naturelles"* (article 3 des statuts).

Dans la logique de la jurisprudences évoquée, de deux choses l'une :

- si l'on retient la conservation de la nature dans le sens le plus large, son objet se confond avec la défense de l'intérêt général, ce qui ne peut justifier d'un intérêt personnel à agir.
- si l'on a, par contre, égard à son objet spécifique, à savoir l'achat, la location et la gestion de réserves naturelles, le Conseil d'Etat relève que le site n'est pas une réserve naturelle, qu'aucune démarche concrète n'a été faite par l'asbl pour ériger le site en réserve naturelle (aucune procédure n'a été lancée en ce sens) et que l'asbl ne soutient pas que l'acte attaqué aurait pour effet de porter atteinte aux réserves naturelles situées à proximité dont elle a la gestion.

La première requérante soutenait qu'elle est propriétaire de la réserve naturelle du *"Bois d'Enis"* et gestionnaire de celle appelée *"le Coteau du Tunnel"*, situées respectivement à 500 et 1.000 mètres du site litigieux et qui sont complémentaires par rapport au site de *"Sur Hez"*, en ce sens qu'elles constituent une aire de nourrissage et de repos des crapauds calamites, là où le site de *"Sur Hez"* est un lieu de reproduction et d'hivernage. Elle affirmait qu'il s'ensuit qu'*"eu égard à l'interdépendance évidente entre les différents sites accueillant des espèces intéressantes, voire menacées dans la Région wallonne, et à la nécessité de maintenir un maillage serré dans les parties du territoire qui sont les plus riches, il est manifeste que la première requérante dispose d'un intérêt à maintenir un élément fondamental de ce maillage écologique sur le territoire d'une commune où elle gère plusieurs sites et réserves naturelles"*

¹⁴. C.E., n° 41.822 du 29 janvier 1993, A.S.B.L. Inter-Environnement-Wallonie; C.E., n° 32.633 du 24 mai 1989, A.S.B.L. Les amis de la terre - Belgique; C.E., n° 28.086 du 12 juin 1987, Devos et consorts; C.E., n° 27.834 du 24 avril 1987, A.S.B.L. Inter-Environnement-Wallonie.

¹⁵. En ce sens, voir les arrêts Wellens et cons., n° 32.953 du 11 août 1989 et A.S.B.L. Front commun des groupements de défense de la nature, précité.

Néanmoins, en ce qui concerne l'interdépendance entre, d'une part, les deux réserves naturelles gérées par la première requérante, situées à proximité du site litigieux, et, d'autre part, le site de "Sur Hez", l'arrêt commenté précise que ce site n'est pas une réserve naturelle, qu'aucune démarche concrète n'a été menée par l'A.S.B.L. requérante pour l'ériger en réserve naturelle et que la première requérante ne soutient pas que l'acte attaqué aurait pour effet de porter atteinte aux réserves naturelles proches dont elle assure la gestion. De plus l'acte attaqué n'est rien d'autre que la décision de modifier le plan de secteur en vue d'affecter le site de "Sur Hez" en zone de centre d'enfouissement technique et qu'il ne s'agit pas du permis d'implanter ou d'exploiter une décharge, ni du permis d'urbanisme, lesquels pourraient prévoir des conditions propres à protéger le crapaud calamite, comme cela semble avoir été le cas, pour la carrière qui était exploitée précédemment au même endroit.

Le Conseil d'Etat estime que l'asbl Réserves Naturelles ne justifie dès lors pas d'un intérêt personnel et direct au recours.

Le même raisonnement est appliqué pour l'asbl AVES. Cette asbl a pour objet *"de favoriser par tous les moyens l'étude et la conservation de la faune, spécialement de l'avifaune, dans les milieux naturels ou reconstitués. Elle veillera particulièrement à promouvoir l'observation sur le terrain, à faire connaître et à préserver de toute dégradation l'idéal originel de la protection de la nature et des oiseaux"*.

Et le Conseil d'Etat estime

- si l'on retient les objectifs de la conservation de la faune ou l'idéal originel de la protection de la nature, ils ne peuvent être considérés comme constituant un intérêt suffisamment spécifique. Cet objet social ne peut dès lors justifier d'un intérêt au recours, même si AVES a témoigné d'un intérêt pour les crapauds.
- si l'on retient son intérêt plus spécifique de protection de l'avifaune, qui est la raison d'être première de l'asbl, force est de constater qu'il ne couvre pas la protection du crapaud calamite qui est l'enjeu essentiel de ce recours.

Enfin, l'asbl WWF, *"a pour objet de promouvoir, d'encourager et d'assurer, tant en Belgique que dans les autres parties du monde, la conservation de la faune, de la flore, des sites, des eaux, des sols et des autres ressources naturelles et de rassembler et d'allouer les fonds nécessaires à cet objet"*.

Son objet couvre ainsi la protection de l'environnement en général sur tout le territoire. Dès lors, eu égard à la jurisprudence évoquée, sauf à établir que le crapaud calamite est une espèce en voie de disparition et que le seul site les accueillant encore est celui visé par l'acte attaqué il faut conclure que l'asbl WWF ne dispose pas d'un intérêt suffisant au présent recours qui n'est que d'intérêt local.

La troisième requérante soutenait que le crapaud calamite étant classé à l'annexe IB du projet d'arrêté du Gouvernement de la Région wallonne relatif à la protection de la faune sauvage, au titre d'espèce menacée au sens de l'article 41, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, elle justifie de l'intérêt requis pour demander l'annulation de l'acte attaqué.

Pour le Conseil d'Etat, le crapaud calamite est bien protégé par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés indigènes vivant à l'état sauvage. Cet arrêté interdit de tuer et de perturber intentionnellement toutes les espèces indigènes de mammifères, batraciens et reptiles vivant à l'état sauvage sur le territoire de la Région wallonne, ainsi que d'endommager ou de détruire intentionnellement leur habitat. De plus, le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la protection de la faune sauvage classe le crapaud calamite dans la catégorie des espèces menacées en Wallonie au sens de l'article 41, §§ 1er et 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature. Ce projet d'arrêté interdit, comme l'arrêté précité du 30 mars 1983, "*de mettre à mort intentionnellement les spécimens de ces espèces*", de les perturber intentionnellement, ainsi que de détériorer ou de détruire leurs sites de reproduction, leurs aires de repos ou leur habitat.

Mais l'acte attaqué a pour objet de modifier le plan de secteur afin d'affecter le site de "*Sur Hez*" à une zone destinée à accueillir un centre d'enfouissement technique, et partant il n'a pas pour effet comme tel de tuer ou perturber les crapauds calamites ou de détériorer leur habitat. A supposer que l'acte attaqué ait un effet négatif direct sur cette espèce animale, il est relevé que tant l'arrêté du 30 mars 1983 que le projet d'arrêté relatif à la protection de la faune sauvage autorisent la capture et le déplacement à brève distance, d'animaux menacés d'un danger vital immédiat résultant d'une activité humaine, à condition que l'animal soit déposé immédiatement dans un milieu similaire naturel proche de celui où il a été trouvé. A cet égard, l'arrêt commenté relève que le site de "*Sur Hez*" n'est pas le seul site accueillant, en Région wallonne, des crapauds calamites : tel est le cas notamment des réserves naturelles gérées par la première requérante à proximité du site concerné par l'acte attaqué.

Le Conseil d'Etat estime donc au regard des éléments portés à sa connaissance que le crapaud calamite n'est pas une espèce en voie de disparition même s'il reste une espèce vulnérable et que le site concerné n'est pas le seul site l'accueillant.

d. Les requérantes estimaient que leur intérêt à agir devait être apprécié eu égard aux principes juridiques suivants :

- le principe n° 10 de la déclaration de Rio, selon lequel, dans la matière du droit de l'environnement, "*un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, y compris à des sanctions et réparations, doit être assuré*" et le point 25 de la conférence de Sofia du 25 octobre 1995;

- l'article 23 de la Constitution, qui consacre le droit à un environnement sain;

- l'article 714 du Code civil, qui dispose qu'*"il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous"*; cette disposition consacre l'existence d'un droit subjectif *"dans la matière spécifique de l'utilisation des res communes : air, sol, paysage, espèces sauvages non appropriées, etc"*;

- l'article 10 du traité C.E.E., qui *"impose aux juridictions étatiques d'envisager avec davantage de souplesse l'intérêt d'une personne morale à agir dans le sens de l'application du droit européen, en particulier lorsque cette personne morale est la seule susceptible dans la sphère privée d'introduire le recours auprès de la juridiction administrative"*.

Dans son rapport sur la cause, l'Auditorat du Conseil d'Etat estima Les conventions internationales invoquées n'avaient pas été ratifiées à ce jour par la Belgique et n'étaient pas directement applicables en droit interne ¹⁶.

De plus, il estimait que :

- la déclaration de Rio du 13 juin 1992 sur l'environnement et le développement et la Conférence ministérielle *"un environnement pour l'Europe"* de Sofia du 25 octobre 1995 recommandent aux Etats signataires, d'une part, d'assurer un accès effectif à des actions judiciaires et administratives dans la matière du droit de l'environnement, et d'autre part, d'interpréter très largement la capacité d'ester dans le cadre des procédures portant sur des questions environnementales; il ne paraît guère douteux que la jurisprudence du Conseil d'Etat commentée ci-dessus réponde à ces vœux;

- l'article 9, § 2, de la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, dispose que toute organisation non gouvernementale qui répond aux conditions visées par l'article 2, § 5, est réputée disposer d'un intérêt suffisant pour contester la légalité de tout acte adopté à la suite d'une procédure de consultation du public; l'article 2, § 5, de la Convention vise les organisations non gouvernementales *"qui oeuvrent en faveur de la protection de l'environnement et qui remplissent les conditions pouvant être requises en droit interne"*; les conditions sus-visées relatives à l'intérêt des associations de défense de l'environnement à agir devant le Conseil d'Etat, ne sont pas contraires à l'article 9, § 2, de la Convention, dès lors qu'elles n'ont pas pour effet de priver ces organisations de tout accès à la justice, mais au contraire de réglementer l'organisation de *"mécanismes judiciaires efficaces"* au sens du préambule de la Convention d'Aarhus.

¹⁶. En effet, la déclaration de Rio du 13 juin 1992 et la Conférence de Sofia du 25 octobre 1995 ne contiennent, en ce qui concerne l'accès à la justice, que des déclarations d'intention et n'indiquent, en des termes très généraux, que des objectifs à atteindre. Par ailleurs, si la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 contient des dispositions beaucoup plus précises, elle laisse, en ce qui concerne l'accès à la justice des associations en matière d'environnement, un pouvoir d'appréciation aux Etats contractants (voy. la rédaction de l'article 2, § 5, qui autorise les Etats signataires à fixer des conditions d'accès à la justice).

- En ce qui concerne l'article 10 du Traité C.E.E.¹⁷ (ancien article 5), force est de constater que tant l'interprétation qu'en propose les requérantes que la question préjudicielle qu'elles suggèrent de poser à la Cour de Justice des Communautés européennes, manquent de précision. En effet, à supposer même que cette disposition signifie que les juridictions des Etats membres doivent apprécier avec "*davantage de souplesse*" l'intérêt d'une personne morale à agir en vue de l'application du droit européen, les requérantes ne précisent, ni ce que ces mots signifient, ni en quoi la jurisprudence du Conseil d'Etat en matière d'intérêt à agir des associations de défense de l'environnement manquerait de la souplesse exigée par cette disposition du Traité ou, de manière plus générale, mettrait en péril la réalisation des buts du Traité.

- Enfin, ni l'article 23 de la Constitution - qui garantit le droit à un environnement sain -, ni l'article 714 du Code civil - qui énonce que les choses communes sont à l'usage de tous -, n'autorisent l'action populaire en permettant à n'importe quelle association de défense de l'environnement de demander l'annulation de n'importe quel acte administratif de planification locale. A supposer même que ces dispositions aient une incidence sur l'appréciation de la qualité des associations de défense de l'environnement à agir devant le Conseil d'Etat - ce qui est douteux¹⁸ -, la jurisprudence précitée développée par la juridiction administrative, en application de l'article 19 des lois coordonnées, ne pourrait être considérée comme restreignant de manière incompatible avec les dispositions constitutionnelle et légale précitées le droit de saisir le Conseil d'Etat.

e. La solution de l'arrêt commenté prête le flanc à la critique.

i. Dans le cas d'espèce, force est de constater qu'il apparaît une certaine confusion entre les conditions de recevabilité du recours en annulation et les conditions du bien fondé dudit recours.

En effet, comme il le fut exposé ci-dessus, dans les moyens d'annulation, les associations requérantes vantaient la violation de la convention de Berne, de la directive 92/43 et des mesures de protection des espèces consacrées par le droit interne. La

¹⁷. L'article 10 du Traité C.E.E. dispose comme suit : "*Les Etats membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission. Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent traité*".

¹⁸. François OST écrit à propos de l'article 23 de la Constitution que "*nul ne contestera qu'il ne saurait former la base d'une quelconque action en justice s'il n'est pas accompagné d'un complément législatif qui le concrétise. (...) Aussi bien, l'alinéa 2 de l'article 23 prend-il la forme d'une injonction adressée aux législateurs fédéral, communautaires et régionaux en vue de "garantir" et de "déterminer les conditions d'exercice" des droits dont la liste suit et qui sont conçus comme autant de conditions nécessaires à une vie humaine digne*" (F. OST, "*Un environnement de qualité : droit individuel ou responsabilité collective ?*", in *L'actualité du droit de l'environnement - actes du colloque des 17 et 18 novembre 1994*, Bruxelles, Bruylant, 1995, pp. 36-37). On constatera que l'adoption de cette disposition constitutionnelle n'a pas débouché sur une modification de l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

question de savoir si ces dispositions étaient ou non violées par l'acte attaqué est donc une question de fond.

Pour le surplus, les associations requérantes manifestaient, au regard du dossier qu'elles produisaient, le fait que le site concerné par l'acte attaqué était incontestablement un site privilégié pour le crapaud calamite (cfr supra). La circonstance que le crapaud calamite ne soit pas une espèce menacée de disparition, mais seulement une espèce vulnérable, et que d'autres sites constituent un habitat pour cette espèce est, sur le plan de la recevabilité, irrelevante : il n'est pas contestable que le site abrite le crapaud calamite et il n'est pas contestable que le crapaud calamite est une espèce menacée en manière telle que les associations ont intérêt à agir pour la défense de cette espèce.

Autre est la question, de fond, de savoir si les règles de protection de cette espèce ont bel et bien été violées par l'acte attaqué.

ii. Ensuite, cet arrêt se fonde sur une jurisprudence elle-même critiquable.

La jurisprudence du Conseil d'Etat, en ce qui concerne le caractère suffisamment spécifique de l'objet social des associations et en ce qui concerne l'adéquation entre l'objet social de ces associations et la nature de l'acte attaqué, manifeste des solutions diverses qui entraînent une tout d'abord certaine imprévisibilité dans la question de savoir si une association a qualité pour agir. Comme on a pu le signaler, *"les applications au cas d'espèce ont de quoi déconcerter les plus aguerris. S'il est possible d'en dégager une, l'impression générale est qu'au départ d'une relative bienveillance devant une tendance nouvelle et originale, l'augmentation du nombre de recours incite les juges à une plus grande sévérité"* (J.-F. NEURAY, *Droit de l'environnement*, Bruylant, Bruxelles, 2001, p. 596).

En outre, au regard de l'exigence d'adéquation entre la sphère d'action de l'association et la nature de l'acte attaqué, il convient de relever que la jurisprudence du Conseil d'Etat entraîne des conséquences préjudiciables.

Premièrement, comme on a pu le souligner, une telle jurisprudence entraîne des effets pervers dans la mesure où elle a pour effet d'écarter les actions d'associations a priori plus soucieuses de l'intérêt général (et développant d'ailleurs leur action à un niveau plus généralisé) et moins suspectes de défendre les intérêts privés des riverains (J. MORAND-DEVILLER, "Les instruments juridiques de la participation et de la contestation des décisions d'aménagement", *Rev. Jur. Environ.*, 1992, p. 466).

Deuxièmement, cette jurisprudence peut avoir pour effet d'empêcher les associations de protection de l'environnement d'agir : bien souvent, en effet, les associations locales ne se constituent que lorsqu'un problème se pose et le délai de constitution de l'association n'est pas compatible avec la possibilité d'introduire un recours au Conseil d'Etat dans les soixante jours de la connaissance ou de la publicité de l'acte querellé. Les associations préexistantes sont, quant à elles, très généralement des associations développant leur sphère d'action à un niveau plus large. Partant, à l'égard d'un problème localisé géographiquement, cette jurisprudence conduit à l'impossibilité d'un recours d'une association de protection de l'environnement.

A cet égard, un arrêt du Conseil d'Etat a considéré que *"la circonstance qu'aucune autre personne ne serait recevable à poursuivre l'annulation de l'acte attaqué ne peut avoir pour conséquence que le requérant le serait; que le «postulat que tout acte juridique doit pouvoir faire l'objet d'un recours» n'est non seulement pas une règle de droit positif existante, mais il est même en opposition directe avec l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en tant que celui-ci n'ouvre le recours en annulation qu'à «toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt»"* (C.E.,

GREGOIRE, n° 85.174 du 8 février 2000). Comme on a pu le souligner, "cette solution pourrait avoir des conséquences paradoxales. En l'absence d'action populaire et de recours dans l'intérêt de la loi, un acte autorisant une activité polluante, dans une zone non bâtie, serait, à défaut de riverains ou d'association locale, à l'abri de l'annulation. A la limite du raisonnable, une nature encore vierge ne trouverait aucun défenseur habitable. Il serait préférable que le juge administratif, renversant le postulat de l'intérêt, se demande qui est le mieux placé, ou le seul placé, pour poursuivre l'annulation de l'acte administratif. Dans les pays où subsistent encore de vastes espaces naturels et où les pouvoirs publics sont déficients, l'admissibilité de principe des actions d'intérêt collectif est indispensable (cfr A. LEME MACHADO, "La mise en œuvre de l'action civile publique environnementale au Brésil", Rev. Jur. Environ., 2000, p. 63)" (J.- F. NEURAY, op. cit., p. 596).

Troisièmement, et plus fondamentalement encore, les exigences de la jurisprudence paraissent contra legem. En effet, comme on a pu l'assigner, "si le Conseil d'Etat reconnaît, en principe, aux associations de défense de l'environnement l'intérêt requis pour agir devant lui, ce n'est assurément pas sans conditions. Lesquelles ne sont pas à l'abri de la critique, sachant que la seule exigence légale consiste, on l'a dit, à «justifier d'un intérêt», sans plus : où donc trouver dans la loi la source de toutes ces conditions ? Ne doit-on pas plutôt admettre qu'une association qui agit pour la protection du milieu dont elle a statutairement la charge, justifie, à ce seul titre, d'un intérêt à agir contre toute mesure qui affecte ce milieu ? (...) "Comme nier que, dès le moment où un groupement a été spécialement constitué en vue de défendre des valeurs déterminées, ce groupement a intérêt à ce qu'il ne soit pas porté atteinte aux objectifs dont il doit promouvoir la réalisation ? (...) Un tel intérêt est propre à l'association ... : il découle de son objet social ... le nier, c'est nier l'effet utile à assurer à la liberté d'association" (B. JADOT, "L'intérêt en agir en justice pour assurer la protection de l'environnement", Bruylant, 1998, p. 15 et 20).

Quatrièmement, les restrictions qui sont mises au droit d'action en justice des défenseurs de l'environnement sont difficilement conciliables avec les dispositions de notre droit qui énoncent les droits et devoirs fondamentaux en matière d'environnement et ne sont pas parfaitement compatibles avec le droit d'accès à la justice.

C'est ce qu'a synthétisé Monsieur B. JADOT dans sa contribution précitée :

"Parmi [les dispositions de notre droit qui énoncent les droits et devoirs fondamentaux en matière d'environnement], on retient spécialement :

- l'article 714 du Code civil qui, en énonçant que les choses communes sont à l'usage de tous, reconnaît à quiconque le droit de vivre dans un environnement conservé et établit le devoir de chaque être humain ainsi que des autorités de police de contribuer à la protection du milieu ;*
- l'article 23 de la Constitution, qui consacre le droit de chacun à la protection d'un environnement sain et assortit ce droit de l'obligation, pour les autorités publiques et pour les individus, de contribuer à la protection du milieu ;*
- quelques dispositions particulières, dont un exemple significatif est l'article 1er actuellement en projet du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, lequel dispose que «le territoire wallon est le patrimoine commun de ces habitants» et que «les autorités publiques, chacune dans le cadre de ses compétences, en sont les gestionnaires et les garants»*

Comme un certain nombre de décisions judiciaires l'ont admis, la reconnaissance de tels droits et devoirs fondamentaux a nécessairement des implications sur l'appréciation de l'intérêt à agir en matière d'environnement : si

chacun a le droit de vivre dans un environnement conservé, chacun n'a-t-il pas un intérêt — un intérêt propre — à contester des situations ou des décisions qui portent atteinte à l'exercice de ce droit, sans qu'une justification plus ample ne soit requise ?

L'on ne peut manquer d'avoir égard, à ce sujet, au fait que le droit dont il s'agit est un droit fondamental. Or, lorsqu'un droit fondamental est en cause, toute personne qui en est titulaire possède un intérêt permanent à ce que ce droit ne soit pas méconnu.

Bien plus, si chacun est tenu de contribuer à la conservation du patrimoine environnemental, comment lui refuser la possibilité de mettre en oeuvre cette obligation en demandant au juge, lorsque c'est nécessaire, d'ordonner les mesures propres à empêcher, à faire cesser ou à réparer une atteinte au milieu ?

Ce droit d'action revient non seulement aux individus agissant isolément, mais aussi aux groupements de personnes créés pour réaliser plus efficacement le devoir de conserver le patrimoine commun : en effet, il serait paradoxal de leur refuser le droit de faire ce que leurs membres peuvent chacun faire individuellement dans le même but.

Le droit d'action dans l'intérêt de la protection de l'environnement revient aussi aux autorités publiques qui, on l'a vu, sont garantes de la réalisation du droit à la conservation de l'environnement : à défaut, comment pourraient-elles, en effet, remplir pleinement cette mission ?

Dans un Etat de droit, la violation de règles de droit matériel ne peut rester dépourvue de sanction. Ce principe vaut pour les règles de droit de l'environnement, comme pour toutes autres dispositions de droit matériel.

Les bénéficiaires de ces règles — chacun d'entre nous, à qui est reconnu le droit de jouir d'un patrimoine sauvegardé — doivent pouvoir en appeler aux tribunaux si lesdites règles sont méconnues. Il y va du droit d'accès à la justice, droit fondamental reconnu à quiconque. On relève, en particulier, que ce droit est expressément consacré par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, spécialement lorsque s'élève une contestation sur des droits ou des obligations de caractère civil, ce qui est normalement le cas dans les litiges qui ont pour objet d'assurer la protection de l'environnement.

Certes, le droit d'accès à la justice n'est ni absolu, ni inconditionnel. L'Etat peut le soumettre à certaines restrictions, en vue d'assurer la bonne organisation du service de la justice. Mais ces restrictions ne peuvent être telles que le droit s'en trouve atteint dans sa substance même; en outre, elles ne sont admissibles que si elles poursuivent un but légitime et s'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens utilisés et le but visé.

S'agissant des actions en justice qui tendent à assurer la protection de l'environnement, l'on doit bien constater que l'appréciation des conditions de recevabilité est parfois tellement exigeante qu'elle aboutit, de jure ou de facto, à mettre certaines situations ou décisions à l'abri de toute possibilité de sanction juridictionnelle et à compromettre de la sorte, en matière d'environnement, le droit d'accès à la justice.

Ainsi, là où l'action d'intérêt collectif n'est pas admise, il est loin d'être toujours possible de trouver quelqu'un qui, agissant en vue d'assurer la protection de l'environnement, puisse également se prévaloir d'un titre suffisamment individualisé et personnel — autre que le seul souci de la défense du milieu — pour être considéré comme remplissant les conditions de recevabilité requises.

Même là où l'action d'intérêt collectif a droit de cité, il ne va pas nécessairement de soi qu'il existe un groupement remplissant les conditions requises pour introduire une telle action. Pensons ainsi à l'hypothèse où surgit subitement un problème d'environnement dans un quartier jusque-là préservé de nuisances : il est évidemment absurde, en pareil cas, de vouloir appliquer au comité d'habitants créé pour réagir à ce problème des conditions telles que la constitution, plusieurs années auparavant, d'une A.S.B.L. ou la démonstration d'une activité durable... " (B. JADOT, "L'intérêt en agir en justice pour assurer la protection de l'environnement", Bruylant, 1998, Ibidem).

SECTION 4 : ASPECTS ECONOMIQUES

L'article 70 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat dispose que donne lieu au paiement d'une taxe de 175 € les requêtes introductives d'un recours en annulation contre les actes et règlements des diverses autorités administratives. La taxe est acquittée au moyen de timbres adhésifs apposés sur l'original de la requête.

En ce qui concerne les honoraires lié à l'assistance d'un avocat, dans son précis de "Contentieux administratif", Monsieur le Conseiller M. LEROY précisait en 2000 : *"si les frais de procédure au Conseil d'Etat sont peu élevés pour une juridiction de ce niveau, par contre, les honoraires demandés par les avocats s'élèvent souvent à des montants nettement plus substantiels, de l'ordre de 50.000 à 150.000 F.¹⁹"* (M. LEROY, *Contentieux administratif*, Bruylant, Bruxelles, 2000, p. 479).

¹⁹ Soit de 1.239,47 à 3.718,40 €

	A.S.B.L.: L.R.P.O. c/ Région wallonne 13/09/1995	du CE (autorité de chose jugée)	(serin cini)
--	---	------------------------------------	--------------

CONSEIL D'ÉTAT

	Affaire Juridiction-parties-dates	Procédure	Objet
1.	C.E. n° 52.287 A.S.B.L.: L.R.P.O. c/ Région Wallonne 17/03/1995	Violation des lois coordonnées du CE , urgence invoquée est insuffisamment motivée	Protection des oiseaux (destruction du pigeon ramier)
2.	CE n°53.059 Asbl « De Wielewaal » c/ la Région flamande et la commune de Stekene 27/04/1995	Violation de diverses lois de protection de la nature	Dommages écologiques entraînés par les permis de bâtir succédant au permis de lotir
3.	CE n°53.139 K. Goossens c/ la députation permanente de la province Flandre orientale ; partie intervenante Asbl « Groencomité » 04/05/1995	Loi du 29/03/1962 relative à l'urbanisme et l'aménagement du territoire	Exploitation d'une installation de refroidissement en zone agricole d'intérêt paysager
4.	CE n°53.351 Asbl »Actiecomité voor de beveiliging van het leefmilieu op de Linkeroever » et csrts c/ la commune de Stekene et la Région flamande 18/05/1995	Violation de différentes règles de protection de la nature	Protection d'un bois, dérangement du système écologique
5.	CE n°53.792 A.S.B.L. Lasne nature et csrts c/ la province du Brabant Wallon 16/06/1995	Violation des règles du Cwatup (non respect zone d'espace vert d'intérêt paysager)	Protection du milieu naturel
6.	CE n°55.115	Violation des lois coordonnées	Protection des oiseaux

7.	CE n°55.931 Luc Menten c/ la DP de la Province du Brabant flamand ; partie intervenante : Asbl « Natuurreservaten Oost-Brabant » 19/10/1995	Violation du décret flamand sur la protection de l'environnement contre la pollution par engrais	Extension surface pour déchets animaliers
8.	CE n°55.958 Asbl « Maasland milieu actie » c/ la Région flamande 20/10/1995	Pas examiné car exception d'irrecevabilité accueillie	
9.	CE n°56.159 A.S.B.L Inter-environnement Wallonie et csrts c/ Région wallonne 08/11/1995	Violation des règles du Cwatup, modification de PS.	Protection de la nature
10.	CE n° 56.194 Asbl « LRPO et wellens c/ la Région wallonne	Violation art 3 LCCE (avis préalable)	Modification PS Wavre-Jodoigne et Perwez
11.	CE n°57439 A.S.B.L. Action et défense de l'environnement de la vallée de la Senne et de ses affluents et csrts c/ la Ville de Genappe et la Région wallonne ; partie intervenante SA Raffinerie tirlémontoise 10/01/1996	Violation de différentes règles de protection de la nature	Protection du milieu naturel, Protection de la nappe phréatique
12.	CE n°58.472 Asbl « Bond beter leefmilieu », la fondation « Greenpeace » et csrts c/ L'Etat belge ; partie intervenante : SA NL Chemicals 07/03/1996	Pas examiné car désistement d'instance	Déversement de déchets en mer

13.	CE n°58.473 Asbl « Bond beter leefmilieu », la fondation « Greenpeace » et c/srsts c/ L'Etat belge ; partie intervenante : SA Bayer 07/03/1996	Pas examiné car désistement d'instance	Déversement de déchets en mer
14.	CE n° 58.954 Asbl « Inter-environnement Wallonie » c/ la Région wallonne 29/03/1996	Violation du Décret wallon du 05/07/1985 relatif aux déchets (avis ORWD non sollicité + interprétation de la notion de déchets dangereux) Violation de l'annexe de la dir 91/689 relative aux déchets dangereux	Risque pour la nature
15.	CE n°66.104 Asbl « Wijkkomitee Geuzenvelden » c/ la Région flamande ; partie intervenante SA Containers R. Van den bosch 29/04/1997	Violation de la loi du 13/03/1962 relative à l'urbanisme et l'aménagement du territoire Du décret flamand du 28/06/1985 et de L'AG flamand du 06/02/1992 relatif au permis d'environnement	Installation de traitement de déchets non dangereux et non toxiques
16.	CE n°59.782 Asbl « Boterstraatactiecomite » et c/srts c/ la Région flamande ; partie intervenante : SA Eurantex, ASBL « Omer Wattez » 23/05/1996	Violation des LCCE (avis préalable)	Modification du PS de Oudenaarde pour implantation d'une entreprise, risque de pollution des sols par les boues
17.	CE n°59.817 A.S.B.L : »inter-environnement Wallonie », « Bond beter Leefmilieu Vlaanderen », « Brusselse raad voor het	Violation 170 § 1 de la Constitution	Ecotaxe (le retard d'application leur cause un préjudice financier)

	leefmilieu » c/ l'Etat belge 29/05/1996		
18.	CE n°55.378 A.S.B.L. :” L.R.P.O. », « Aves », Ardennes liégeoises », « Société botanique de Liège » c/ la Région wallonne et la commune d’Aywaille 25/09/1995 +	Violation de diverses dispositions protégeant le site de la « Heid des Gattes ».	Protection patrimoine écologique (Joubarbe d’Aywaille)

19.	CE n°60.642 03/07/1996 <i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
20.	CE n°62.059 Asbl « Bond beter leefmilieu » c/ la Région flamande ; partie intervenante : SA Eurantex 30/09/1996	Violation du décret flamand du 21/01/1991 concernant la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais	Problème d'engrais

21.	CE n°56.416 Asbl « Environnement Assistance » c/ la Députation permanente, partie intervenante : SA Pantochim 22/11/1995 +	Violation des dispositions du RGTP (art. 14 dispense permis d'exploiter pour extension exploitation)	Extension d'usine, risque pour la population et l'environnement
22.	CE n°62.980 06/11/1996 <i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
23.	CE n°64.225 Asbl « Inter-environnement wallonnie », « Parc résidentiel de l'Aisne » et csrts c/ la Région wallonne ; partie intervenante : SA Socogetra 28/01/1997	Violation de diverses normes environnementales	Permis d'extraction
24.	CE n°57.153 Asbl « Milieuvereniging Hofkwartier- Kouter, « Wielwaal, « Raldes » c/ la Région flamande ; partie intervenante : SA Ontex 21/21/1995 +	Violation des prescriptions du PS, De la loi du 29/03/1962 relative à l'organisation du territoire, De la loi du 29/07/1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs	Protection du paysage, protection du biotope, lutte contre les effets néfastes sur le milieu,
25.	CE n°64.442 <i>Ibidem</i> 06/02/1997	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
26.	CE n°65.147 Asbl « LRPO » c/ la Région flamande ; partie intervenante l'association du club de Saint-Hubert de Belgique 11/03/1997	Mise en cause de l'arrêté du gouvernement flamand du 24/07/1996	Introduction de faisans

27.	CE n°58.503 Asbl « Orchis » c/ la Région flamande ; partie intervenante P.H 07/03/1996 +	Pas d'examen car rejet de la demande	Permis d'environnement pour l'élargissement d'une porcherie à 10.000 poulets
28.	CE n°65.894 Asbl « Orchis » c/ la Région flamande ; partie intervenante P.H 17/04/1997	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
29.	CE n° 66.409 Asbl « Beter leefmilieu Beveren- Leie » c/ la Région flamande ; partie intervenante : SA Interlin 27/05/1997	Violation de la loi du 29/03/1962 relative à l'aménagement du territoire plan de secteur de Courtrai (incompatibilité grande industrie et zone d'habitation)	Dérangement des condtions de vie suite à la poursuite de l'exploitation d'une fabrique de plat en terre
30.	CE n°66.882 Asbl « Natuurfonds Westland» c/ la Région flamande 20/06/1997	Arrêté royal du 24/12/1979 relatif au classement des paysages de Kemmel et de Monteberg (Heuveland)	Protection d'un site de grande importance pour la faune et la flore
31.	CE n°68.919 Asbl « LRPO » c/ Région de Bruxelles- Capitale 16/10/1997	Violation des lois coordonnées du CE , urgence invoquée est insuffisamment motivée	Protection des oiseaux
32.	CE n°69.395 Asbl « LRPO » c/ la Région flamande 04/11/1997	Violation de l'article 3 des Lois coordonnées du CE du 12/01/1973 (urgence non motivée)	Protection des oiseaux
33.	CE n°70.183	Violation de différentes	Modification partielle

	Asbl « Sources de Gives » et csrts c/ la Région wallonne ; partie intervenante : SA Belmagri 12/12/1997	dispositions du Cwatup (art 40 concernat les avis à donner) Violation de la loi du 29/07/1991 sur la motivation formelle des actes administratifs	d'un plan de secteur inscription zone d'extension d'extraction)
--	--	--	---

34.	CE n°71.253 Asbl « RALDES », « Natuurreservaten » c/ la Région flamande 28/01/1998	Violation de diverses lois de protection de la nature	Protection de la nature contre la construction d'un sentier de promenade et des travaux de renforcement de la rive
35.	CE n°71.273 Asbl « LRPO », « Inter-environnement wallonnie »/la Région wallonne 28/01/1998	Violation de la décision du Comité des ministres de l'UE Benelux (M(83)27)	Protection de la nature, introduction d'espèces non indigènes
36.	CE n° 72.037 Asbl « Lives-sur-Meuse, Brumagne, Loyers environnement » et csrts c/ la Région wallonne ; partie intervenante : SA Recynam 25/02/1998	Violation du décret wallon du 11/09/1985 relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement	Protection de l'environnement (installation de concassage et de criblage)
37.	CE n°72.213 Asbl « Boterstraatactiecomité » et csrts c/ la Région flamande ; partie intervenante : SA Eurantex 4 affaires dont 3 avec l'ASBL 04/03/1998	1) Violation des LCCE (relatif à l'avis préalable) Violation Loi du 29/03/1962 relatif à l'urbanisme et l'aménagement du territoire (pour un AG Flamand relatif à un PS) 2) les demandes d'annulation des permis de bâtir pour une station d'épuration et une fabrique de tapis sont basées sur l'irrégularité et la non applicabilité de l'arrêté visé ci- avant.	Protection d'une zone tampon naturelle et nécessaire entre la ZI et les habitations en ZA d'intérêt paysager
38.	CE n°65.147	Violation de l'article 3 des	Protection des oiseaux

	Asbl « LRPO » c/ la Région flamande 09/03/1998	LCCE du 12/01/1973 (urgence non motivée)	(pinsons, contre l’approvisionnement et l’élevage)
--	---	---	--

39.	CE n°72.620 Gemeentelijk Havenbedrijf Antwerpen c/ la Région flamande ; partie intervenante : Asbl Werkroep natuurreservaten Linkeroever 19/03/1998	Pas d'examen des moyens car rejet de la demande de suspension	Décharge pour boue (vase)
40.	CE n°65.220 Asbl « Boterstraatactiecomite » et csrts c/la Région flamande ; partie intervenante : Eurantex 13/03/1997 +	Violation du décret flamand du 28/06/1985 concernant le permis d'environnement + Violation de la du 29/03/1962 relative à l'organisation du territoire (respect des prescriptions du plan de secteur + confusion entre permis de bâtir et le permis d'environnement	Protection du milieu (zone tampon) et des riverains immédiats. (usine de traitement des eaux usées)
41.	CE n°72.801 Asbl « Boterstraatactiecomité » et csrts c/ la Région flamande ; partie intervenante : SA Eurantex 26/03/1998	Violation art 45 de la loi de 26/03/1962 relative à l'urbanisme et l'aménagement du territoire (possibilité de dérogation pour des constructions en zone libre, uniquement pour les permis de bâtir, pour les permis d'environnement il y a des conditions à respecter)	Protection d'une zone tampon naturelle, risque de dommage au paysage (ZA d'intérêt paysager) contre un permis d'environnement pour une installation d'épuration des eaux
42.	CE n°62.329 asbl « Inter-environnement Bruxelles » et csrts c/ la Région de Bruxelles –Capitale ; partie intervenante : SA Patrimoine de Belgique, la commune d'Ixelles	Violation des formalités substantielles de la loi du 29/07/1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Le permis d'urbanisme et le	Permis d'environnement pour l'exploitation d'un parking

	04/10/1996+	permis d'environnement sont des actes distincts.	
43.	CE n°63.229 20/11/1996+	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
44.	CE n°72.808 26/03/1998	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
45.	CE n°72.970 G. Van Der Feesten et R. Everaert c/ la Région wallonne ; partie intervenante : asbl « LRPO » 02/04/1998	Violation des articles 10 et 11 de la Constitution ; Violation de la LSRI du 08/08/80 (violation de la répartition des compétences entre la région et l'Etat	Protection des oiseaux (importation et exportation espèces non indigènes)
46.	CE n°73.183 Asbl « Natuurreservaten » c/ la commune de Mol et la Région flamande ; partie intervenante ; SA Sun Parks rauwse meren 22/04/1998	Violation de diverses lois de protection de la nature	Protection de la nature contre un permis de construire un centre de loisirs

47.	CE n°73.113 Asbl « l'Epine blanche » et csrts c/ la Région wallonne 20/04/1998+	Violation (notamment) du décret wallon du 27/06/1996 relatif aux déchets et de l'AERW du 23/07/1987 sur les décharges contrôlées	Protection de la nappe phréatique, de la santé des riverains (CET de classe 2)
48.	CE n°73.382 Asbl « l'Epine blanche » et csrts c/ la Région wallonne 30/04/1998	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
49.	CE n°71.000 Asbl « Inter-environnement wallonnie », « Comte de Salm, Patrimoine et environnement » et csrts c/ la Région wallonne ; partie intervenante : SA Spanolux et l'IC Idelux finances. 21/01/1998+	Violation annexe II de la directive 85/337 et de l'annexe II de l'AERW du 21/10/1991 (projets soumis obligatoirement à études d'incidences)	Permis d'exploitation (panneaux en fibres de bois). Incidence de gaz, poussières, odeurs,.. sur l'environnement
50.	CE n°73.683 14/05/1998	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
51.	CE n°73.808 Asbl « Environnement assistance » c/ la commune de Seneffe et la Région wallonne ; parties intervenantes SA Eurodiol et SA Pantochim 19/05/1998	Pas d'examen des moyens car la demande de suspension et d'annulation est hors délais	

52.	CE n°73.912 Asbl « De Wielewaal » c/ la Région flamande ; partie intervenante : Ruilverkavelingscomité Meerdonk 27/05/1998	Violation du plan de secteur de Sint-Niklaas-Lokeren	Protection de la fonction écologique des canaux concernés (terrain est en partie une réserve naturelle) contre des travaux pour le rejets des eaux usées
53.	CE n°74.254 Asbl « Natuurreservaten » c/ la société flamande d'épuration des eaux ; partie intervenante : BASF Antwerpen 11/06/1998	Violation de diverses lois de protection de la nature	Rejet de eaux usées dans l'Escaut, à la la limite d'une réserve naturelle
54.	CE n°74.648 DE COOMAN A. c/ la DP de la province du Brabant flamand ; partie intervenante : Asbl »Bond beter leefmilieu » 25/06/1998	Violation de l'AGF relatif au permis d'environnement	Exploitation d'une carrière de sable
55.	CE n°67.535 Asbl « Front commun des groupements de défense de la nature c/ la commune de Wolume-Saint-Lambert ; partie intervenante : SA Soficom developpement 18/07/1998+	Violation du principe de hiérarchie des normes, Des dispositions l'ordonnance du 29/08/1991 (PS et PRD)	Protection de la nature, des oiseaux (site d'un haut intérêt écologique et ornithologique)
56.	CE n°74.635 25/06/1998+	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>

57.	CE n°75.710 10/09/1998	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
58.	CE n°76.063 Asbl « Greenpeace Belgium » et csrts c/ L'Etat belge ; partie intervenante : SA Belgonucleaire 01/10/1998	Violation de l'AR du 28/02/1963 relatif à la réglementation général sur la protection de la population et des travailleurs contre le danger des rayonnement ionnisés Violation du principe de précaution	Installation pour la fabrication de matière fissiles à base de plutonium

59.	CE n°73.217 Asbl Military't fontejtje c/ la DP de la province du Limbourg ; partie intervenante : Asbl «Natuurreservaten » 23/04/1998 +	Pas d'examen des moyens car rejet de la demande	Permis d'environnement pour des concours hippiques
60.	CE n°76.597 22/10/1998 <i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
61.	CE n°76.593 Asbl « notre village est un sourire Vinalmont-Wanzoul-Roua » et csrts c/ la Région wallonne ; parties intervenantes : SA Carrières de Mont & Van Den Wildenberg 22/10/1998	Violation art 23 constitution, du décret wallon du 27/10/1988 sur les carrières et de la loi du 29/07/1991 sur la motivation formelle des actes administratifs	Protection de l'environnement et des riverains (zone d'habitat à caractère rural). Permis d'exploitation pour une carrière.
62.	CE n°77.744 Asbl « Bond beter leefmilieu vlaanderen », “werkgroep natuurreservaten linkeroever-Waasland”, “Aktiegroep ter beveiliging van het leefmilieu op de linkeroever”, de vereniging “Zeeuwsemilieufederatie” c/ la Région flamande -l'entreprise portuaire communale autonome Antwerpen 21/12/1998	Violation de diverses lois de protection de la nature	« containerdok-west » Protection de la nature contre une extension portuaire

63.	CE n°78.145 SPRL « Afbraakwerken Jozef Verheyen » c/ la DP de la province d'Anvers ; partie intervenante : « Asbl Natuurreservaten » 14/01/1999	Pas d'examen des moyens car les conditions pour la suspension ne sont pas remplies	Installation de traitement des déchets
64.	CE n°78.330 Asbl « Inter-environnement Bruxelles », « Associations des comités de quartiers ucclois » et csrts c/ la Région flamande ; partie intervenante : c.v Vlabraver 25/01/1999	Violation de l'AG flamand du 06/02/1991 relatif au permis d'environnement (notamment l'obligation de motivation), violation du décret flamand du 28/06/1985 relatif au permis d'environnement Violation du principe de standstill	Permis d'environnement délivré pour l'exploitation d'un incinérateur
65.	CE n°79.131 Het Gemeentelijk havenbedrijf Antwerpen c/ la Région flamande ; parties intervenantes : Asbl « Natuurreservaten » et csrts 04/03/1999	Pas d'examen des moyens car le recours est irrecevable	Continuation d'une exploitation de décharge de vase
66.	CE n°79.140 Asbl « Bond beter leefmilieu » c/ la Région flamande 04/03/1999	Pas d'examen des moyens car le désistement d'instance est constaté	Elargissement d'une installation d'une unité de production pour la régénération de l'acide sulfurique
67.	CE n°79.238 Asbl « Les réserves naturelles et ornithologiques de Belgique » et csrts c/ la Région wallonne 11/03/1999	Violation des dispositions du RGPT (permis d'exploiter à l'essai)	Protection de l'environnement (exploitation d'un abattoir)

68.	CE n°79.811 Asbl « LRPO » c/ la Région flamande 19/04/1999	Violation de l'article 3 des LCCE du 12/01/1973 (urgence non motivée)	Protection des oiseaux (pinson, approvisionnement pour l'élevage)
69.	CE n°79.812 Asbl « LRPO » c/ la Région flamande ; partie intervenante : Federatie van europese jagersvereniging van de europese unie, et de beropesvereniging vande Sint-Hubertsclub van België 19/04/1999	Violation de différentes lois relatives à la protection de la nature	Protection de l'équilibre naturel (dérangement pendant la période de nidification, perte des animaux tués ou blessés), conséquence pour les activités de l'association,...
70.	CE n°81.060 J.Defieuw, asbl « Natuurreservaten » c/ la Région flamande 17/06/1999	Pas d'examen des moyens car rejet de la demande de suspension	Protection d'une ZA d'intérêt paysager contre une exploitation de poulet à l'engraissement
71.	CE n°81.687 Asbl «LRPO » c/ la Région Wallonne ; partie intervenante : Parc Paradisio 06/07/1999	Violation de l'AR du 20/07/1972 relatif à la protection des oiseaux	Protection des oiseaux (importation - détention)
72.	CE n°82.901 Asbl « Boterstraatactiecomité » c/ la Région flamande ; partie intervenante : SA Domo 14/10/1999	Violation du décret flamand du 24/01/1984 concernant la gestion des eaux de sources Violation de la loi du 29/07/1991 relative à la	Permis d'extraction d'eau de source (risque pour le sol)

		motivation formelle des actes administratifs	
--	--	---	--

73.	CE n°83.681 Asbl « LRPO » c/ la Région flamande 29/11/1999	Violation de diverses lois sur la protection des oiseaux	Protection des oiseaux (capture de pinsons)
74.	CE n°84.400 J.P. de Clippele c/ la Région flamande ; partie intervenante Asbl « De Wielewaal » 23/12/1999	Violation de la loi du 07/07/1931 sur la conservation des monuments et sites (information du propriétaire de la procédure de classement de son bien)	Classement d'un site à valeur scientifique, historique et esthétique
75.	CE n°84.668 Asbl « Beter leefmilieu Beveren » c/ la Région flamande ; partie intervenante SA Interlin 13/01/2000	Violation du décret flamand du 22/10/1996 concernant l'aménagement du territoire et du plan de secteur de Courtrai (incompatibilité grande industrie et zone d'habitation)	Exploitation d'une fabrique de plat en terre glaise
76.	CE n°84.785 Asbl « Les ami(e)s de la Terre », « Comité de défense d'Andenne » c/ la Région wallonne 20/01/2000	Violation du décret wallon du 11/09/1985 relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement, Et de la directive 85/337 (suppression du caractère obligatoire des études d'incidences relatives à certains projets)	Protection de l'environnement (protection du cadre de vie, atteinte aux ressources naturelles)
77.	CE n°85.173 Asbl « Greenpeace Belgium » c/ la Région wallonne 08/02/2000	Violation du droit communautaire	Déversement d'eaux usées provenant de la production d'hydrocarbures chlorés

78.	CE n° 85.699 Asbl « LRPO », « AVES » c/ la Région wallonne ; parties intervenantes : Asbl « Fédération royale ornithologique belge » et csrts 29/02/2000	Violation de dispositions relatives à la protection des oiseaux	Protection des oiseaux
79.	CE 85.868 Asbl « Natuurreservaten » c/ la DP de la province d'Anvers ; partie intervenante : de feitelijke vereniging Motoclub de Stroeckxvrienden 09/03/2000	Violation de dispositions relatives à la protection de la nature	Permis pour le déroulement de compétition de motocross
80.	CE n°87.876 Asbl « Aktiegroep Leefmilieu Kempen » c/ la commune de Mol et la Région flamande ; partie intervenante : Sun Parks International 07/06/2000	Pas développé car rejet du recours	Protection de la nature (bois, rive, paysage, faune contre un parc récréatif)
81.	CE n°87.877 Asbl « Bond beter leefmilieu », « Werkgroep Natuurreservaten Linkeroever-Waasland » c/ la Région flamande 07/06/2000	Violation de différentes dispositions de protection de la nature	Modification plan de secteur (protection nature)
82.	CE n°88.687 Asbl « Réserves naturelles », « Aves », « WWF-Belgium » c/ la Région wallonne ; partie intervenante : la commune de Bassenge 07/07/2000	Principe n°10 de la Déclaration de Rio, Conférence de Sofia du 25/10/1995, Convention d'Aarhus du 25/06/1998	Protection de la faune (not. Les crapauds calamites) c/ un CET

83.	CE n°88.988 Asbl « Aktiekomitee voor milieuberscherming te Merelbeke” c/ la Région flamande 14/07/2000	Pas analysé car exception d’irrecevabilité acceptée (absence d’intérêt : absence de compétence territoriale de l’asbl)	Impact esthétique et écologique négatif (de la modification partielle du PS de Gand et zone du canal)
84.	CE n°89.585 Asbl « Espoir », « Milieuraad Huldenberg » et csrts c/ la Région wallonne ; partie intervenante : la ville de Wavre 11/09/2000	Violation de différentes règles de protection de la nature	Protection du milieu de vie des riverains (bruit, trafic, pollution atmosphérique), de la faune et des espaces verts,

85.	CE n°90.953 Asbl « Ardennes liégeoises et csrts c/ la commune d'Aywaille et la Région wallonne 22/11/2000	Violation des dispositions du RGPT (substances pathogènes)	Pollution occasionnée par une usine de traitement du bois
86.	Ce n°57.013 Asbl « Inter-environnement » c/ la Région wallonne 13/12/1995+	Violation du décret du Conseil régional du 05/07/1985 relatif aux déchets et, de la directive 91/689	Protection contre les déchets toxiques et dangereux
87.	CE n°58.954 29/03/1996+	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
88.	CE n°92.669 25/01/2001	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
89.	CE n°94.061 Asbl « GAIA » c/ l'Etat belge 15/03/2001	Violation de la loi du 14/08/1986 relative au bien-être et à la protection des animaux	Protection des animaux
90.	CE n°940211 Asbl « Inter-environnement Wallonie » c/ la Région wallonne 22/03/2001	Violation de la directive 75/442 relative aux déchets Violation du décret wallon du 05/07/1985 relatif au déchets	Déchets inertes et non inertes
91.	CE n°52.568 Asbl « LRPO », « Inter-environnement Wallonie », Wellens et csrts c/ la Région wallone et la ville de Wavre 29/03/1995+	Un acte préparatoire peut faire l'objet d'un recours en annulation sous certaines conditions	

92.	CE n°75.678 04/09/1998 +	Violation des règles du Cwatup concernant la motivation des actes et compatibilité des zones Violation de la directive 79/409 sur la conservation des oiseaux (ZPS)	Protection de la nature et des oiseaux, plan de secteur (zone forestière, d'espace vert, le tout en zone d'intérêt paysager)
93.	CE n°96.198 07/06/2001	Violation de la directive 79/409 sur la conservation des oiseaux (ZPS)	<i>Ibidem</i>
94.	CE n°93.836 Asbl « Bond beter leefmilieu vlaanderen » c/ la Région flamande 09/03/2001	Violation des dispositions relatives aux objectifs du plan de structure d'aménagement de la Région flamande. (veut transformer une zone de séjour récréatif en zone d'habitat à caractère récréatif)	Modification partielle du PS de Turnhout. Risque pour la faune et la flore, pollution des eaux, augmentation du trafic
95.	CE n°97.881 Asbl « Bond beter leefmilieu vlaanderen » c/ la Région flamande 16/07/2001	Pas examiné car désistement d'instance	
96.	CE n°98.840 Asbl « le Pérulwezis de demain », « Comité pour la sauvegarde et l'avenir de l'environnement du Pérulwézis », la communauté de communes du Pays de Condé et csrts c/ la Région wallone ; partie intervenante : SWDE 13/09/2001	Violation de la directive 85/337 et du Décret wallon du 11/09/1985 (absence d'étude d'incidence)	Protection de la nappe phréatique

97.	CE n°100.520 Asbl « LRPO » c/la Région flamande ; partie intervenante : de beroepsvereniging van Sint-Hubertsclub 05/11/2001	Violation LCCE (avis préalable)	Menace sur les oiseaux sauvages (gibier) due à l'introduction de faisans
98.	CE n°59.190 Asbl « LRPO », « Aves » c/ la Région wallone 10/11/1995 +	Violation de la directive 79/409 sur la conservation des oiseaux	Protection des oiseaux
99.	CE n°100.777 13/11/2001	<i>Ibidem</i>	<i>Ibidem</i>
100	CE n°100.877 Asbl « Straatego » c/ la Région flamande 16/11/2001	Violation des prescription du PS d'Anvers	Travaux d'infrastructure risquant de dommager l'écosystème faisant tampon entre 2 zones naturelles
101	CE n°101.579 Asbl « ARAC » c/ la Région wallonne 06/12/2001	Violation des prescriptions du PS de Charleroi	Aéroport (nuisances sonores)

COMMISSION DE RECOURS POUR LE DROIT D'ACCES A L'INFORMATIQUE D'ENVIRONNEMENT

	Affaire Juridiction-parties-dates	Procédure	Objet
1.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°50 Asbl « Les Ami(e)s de la Terre » c/ Le Collèges de Blégny et de Thimister-Clermont 17/02/1995	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1 (décret concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement)	
2.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°55 Asbl « SOS Hautrage et Environs » c/ le ministre des ressources naturelles 31/03/1995	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
3.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°48 Asbl « LRPO » c/ la Région wallonne-DGRNE 20/01/1995+ 21/04/1995	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	

4.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°61 Asbl « Association pour la défense de l'environnement de Monceau sur Sambre » c/ DGATLP (Mons) 16/06/1995	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
5.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°63 Asbl « le comité de défense pour l'environnement lupipontain » (Pont-le-loup) C/ ICDI 16/06/1995	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
6.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°64 Asbl « Espaces pour demain Belgique la Cornette » c/ DGATL (Mons) 07/07/1995	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
7.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°68 Asbl « Vallée du Hoyoux demain » c/ Collège de Marchin 13/12/1995+ 15/02/1996	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	

8.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°86 Asbl « Inter-environnement wallonnie » c/ la DP de Liège 17/04/1996	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
9.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°101 Asbl « comité de défense du terroir n°5 de Trazegnies » c/ Collège de Courcelles 08/11/1996	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
10.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°127 Asbl « Comité Bien-être » c/ Collège de Ciney 14/05/1997	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
11.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°136 Asbl « Ciney environnement » c/ SONAT 22/08/1997	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	

12.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°144 Asbl »Associations des habitants de LLN » c/ la SPAQUE 12/03/1998	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
13.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°152 Asbl « Inter-environnement wallonnie » c/ la commune de Bouillon 09/06/1998	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
14.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recoursn°154 Asbl « Association de habitants de LLN » c/ Le Gouvernement wallon 02/07/1998+ 06/08/1998	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
15.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°161 « Association de Protection de l'environnement de la vallée de l'Espierre » c/ Ministère de la Région wallonne-DGRNE-Division de l'eau 06/08/1998	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	

16.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°168 « Association pour la qualité de vie et la sauvegarde de l'environnement c/ l'IC de propreté publique de Froyennes 19/11/1998	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
17.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n° 169 Asbl « Ciney-environnement » c/ la DP de Namur 21/01/1999	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
18.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°173 Le comité thermolyse Ciney c/ La Région wallonne-DGRNA 21/01/1999+ 22/02/1999	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
19.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°176 Comité de défense de Thines c/ la Région wallonne-DGATLP 22/02/1999	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	

20.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°179 Asbl « Inter-environnement Wallonie » c/ le MET 22/02/1999	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
21.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°187 Asbl « Inter-environnement Wallonie c/ le Collège de Charleroi 12/08/1999	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
22.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°192 Asbl « Association du Val d'Emblève et affluents » c/ la commune de Stoumont 16/11/1999	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
23.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°202 Asbl « Réserves ornithologiques de Belgique » c/ Administration communale de Bassenge 02/03/2000	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	

24.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°212 Asbl pour la qualité de vie e la sauvegarde de l'environnement c/la Région wallonne-DGRNE, division de la police de l'environnement 04/07/2002	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
25.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°214 Asbl « Les amis du canal de l'Espierre » c/ l'IC d'étude et de gestion. 25/10/2000	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
26.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°218 « L'Association pour la sauvegarde du patrimoine spadois » c/ MET-direction des routes de Verviers 09/02/2001	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	

27.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n° 217 405 riverains de l'aéroport de Bierset c/Serge Kubla 15/01/2001 + 9/02/2001 + 19/02/2001	Décret du 13/06/1991, art. 9 § 1	
28.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°220 Asbl « LRPO » c/ la Région wallonne-division des eaux et forêts de la DGRNE 30/03/2001	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
29.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°221 Le Comité « Qualité village » c/ la Région wallonne-division de la police de l'environnement de la DGRNE 17/05/2001	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	

30.	Commission de Recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement Recours n°222 « L'association des habitants deLLN » c/ la SA PAGE 17/05/2001	Décret du 13/06/1991, art 9 § 1	
-----	---	---------------------------------	--

JURIDICTIONS PÉNALES

Tribunal de police

	Affaire Juridiction-parties-dates	Procédure	Objet
1.	Pol Bruges 29/01/1998 MP et Asbl Natuurreservaten c/ LDS	Non respect des prescriptions du PS (zone naturelle) et non respect de d'un territoire couvert par la directive oiseaux	Protection de la nature, atteinte aux droits subjectifs de l'asbl

Tribunaux correctionnels

	Affaire Juridiction-parties-dates	Procédure	Objet
1.	Corr Bruges, 31/01/1995 MP et Asbl « LRPO » c/ Schaek JP	Violation de l'AR du 09/09/1981 sur la protection des oiseaux en Région flamande	Protection des étourneaux
2.	Corr Bruges, 24/04/1995 Mp et Asbl « Natuurreservaten » c/ M.M., S.J	Violation de la loi sur l'urbanisme du 29/03/1962 (modification du relief du sol) et du décret flamand du 02/07/1981 relatif aux déchets (dépôt de déchets)	Déchets déposés sur un site naturel
3.	Corr Leuven, 21/09/1995 Asbl « Greenpeace » c/ SA Tessengerlo Chimie	1382 Code civil	Transport de matière dangereuses par train, sans protection particulière

4.	Corr Gand, 23/11/1995 MP et Asbl « Omer Wattez » c/ V.D.	Violation du 02/04/1981 relatif à la gestion déchets Violation de la loi du 29/03/1962	Travaux de rehaussement de terrain avec des déchets de construction et sas permis de bâtir
5.	Corr Bruges, 12/02/1996 MP et Asbl « LRPO » c/ D.K	Violation de l'AR du 09/09/1981 sur la protection des oiseaux en Région flamande	Saisie d'oiseaux protégés
6.	Corr Leuven, 04/03/1996 MP et la Région flamande et l'asbl « LRPO » c/ H.S et Van P.	Violation de la loi sur l'urbanisme du 29/03/1962 et la loi sur la protection de la nature du 12/07/1973	Travaux de nivellation portant atteinte à la végétation en partie en zone naturelle
7.	Corr Oudennaarde, 21/03/1996 MP c/ Feys A. ; partie intervenante : Asbl «LRPO »	Violation de l'AR du 09/09/1981 sur la protection des oiseaux en Région flamande	Capture d'oiseaux protégés, mouettes rieuses abattues
8.	Corr Bruges, 30/04/1996 MP et Asbl « LRPO » c/ Schaek JP (appel du Corr Bruges du 31/05/1995)	Violation de l'AR du 09/09/1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande	Protection des oiseaux

9.	Corr Oudenaarde, 24/10/1996 MP et Asbl « LRPO » c/ D.A.	Violation de l'AR du 09/09/1981 relatif à la protection des oiseaux en Région flamande, Décret flamand du 24/07/1991 relatif à la chasse	Protection des oiseaux
----	--	---	------------------------

10.	Corr.Anvers, 30/06/1997 MP et Asbl « LRPO » c/ V.L. (appel Anvers 30/06/1998)	Violation de la dir oiseaux 79/409 Violation de l'AR du 09/09/1981 sur la protection des oiseaux en Région flamande	Protection des oiseaux (moineau chinois)
11.	Corr Courtrai, 17/07/1996 MP et Asbl « LRPO » c/ Delbeke J	Violation de l'AR du 09/09/1981 sur la protection des oiseaux en Région flamande	Protection des pinsons, chardonnerets,...
12.	Corr. Bruges, 17/06/1998 MP et Asbl « Natuurreservaten » c/ L.D.S.	Non respect des prescriptions du PS (zone naturelle) et non respect de d'un territoire couvert par la directive oiseaux	Modification de la végétation d'une prairie (labourage et semence de maïs)
13.	Corr. Bruges, 16/09/1998 MP et Asbl « Natuurreservaten » c/ E.R.	Non respect des prescriptions du PS (zone naturelle) et non respect d'un territoire couvert par la directive oiseaux	Modification de la végétation d'une prairie (labourage et semence de maïs)
14.	Corr Ypres, 21/09/1998 MP, Asbl « De Wildbeheerenheid In Flanders Fiels », « LRPO c/ J.O	Décret flamand du 24/07/1991 relatif à la chasse	Grains de blé empoisonnés répandus dans un champ et causant la mort d'oiseaux pour la chasse
15.	Corr Bruges, 29/03/2000 Asbl « Greenpeace Belgium » c/ Baggerwerken de Cloedt en Zoon et csrts + appel le 29/10/2001	L'action des actuels défenseurs porte atteinte aux droits et libertés fondamentaux des demandeurs, L'Asbl n'a pas commis d'acte	Travaux de draguage empêchés par Greenpeace

		illégal	
16.	Corr Louvain, 20/11/2000 MP, Asbl « LRPO » , « Beroepsvereniging van de Sint-Hubertsclub van België”	AR du 09/09/1981 relatif à la protection des oiseaux , Décret du 24/07/1991 relatif à la chasse, Décret du 21/10/1997 relatif la conservation de la nature et du milieu naturel	Empoisonnement d’animaux protégés
17.	Corr Gand, 09/01/2001 MP et Asbl « LRPO » C/ V.P	AR du 09/09/1981 relatif à la protection des oiseaux , Décret du 24/07/1991 relatif à la chasse, Décret du 21/10/1997 relatif la conservation de la nature et du milieu naturel	Tirs sur un « aalschover », protégé et confondu avec un canard

18.	Corr Gand, 27/11/2001 MP c/ Asbl « LRPO »	AR du 09/09/1981 relatif à la protection des oiseaux, Décret du 21/10/1997 relatif la conservation de la nature et du milieu naturel, Décret du 24/07/1991 relatif à la chasse	Capture et commerce illégal de pinsons
-----	--	--	--

19.	Corr Turnhout, 06/12/2001 SA Sunparks Mol c/ l'Asbl « Aktiegroep leefmilieu Kempen »	Contestation de l'astreinte	Parc récréatif en zone naturelle
-----	--	-----------------------------	----------------------------------

Cour d'appel

	Affaire Juridiction-parties-dates	Procédure	Objet	C
1.	Gand, 18/04/1996 MP et Asbl "Blauwe Wereldketen", "LRPO" c/ DE Baerdemaeker R	Violation de l'AR du 09/09/1981 sur la protection des oiseaux en Région flamande, du décret flamand du 24/07/1991 sur la chasse	Vente de pièges pour oiseaux	L n in a g B li d
2.	Gand, 17/10/1997 G.M. c/ M.S. et asbl « De Blauwe Wereldketen »	Violation loi 14/08/1986 sur la protection et le bien-être des animaux	Le directeur d'un parc animalier attaque l'action de l'asbl car elle lui aurait causé un préjudice financier	D m
3.	Anvers, 30/06/1998 MP et Asbl « LRPO » (appel de Corr Gand du 30/06/1997)	Violation de la dir oiseaux 79/409 Violation de l'AR du 09/09/1981 sur la protection des oiseaux en Région flamande	Protection des oiseaux (moineau chinois)	R ju l' c f
4.	Anvers, 20/12/2000 MP, Asbl « Natuurreservaten »	Non respect des prescription du PS de Herentals-Mol	Travaux de construction portant préjudice à un territoire en zone naturelle	R ju p

5.	Gand, 11/06/2001 Asbl « LRPO » c/ B.R, F.J	Loi du 14/08/1986 relative à la protection et au bien-être des animaux AR du 09/01981 sur la protection des oiseaux	Détention de chouette effraie	T in
6.	Gand, 25/10/2001 Asbl « Greenpeace Belgium » c/ Baggerwerken de Cloedt en zoon et csrts (appel du 29/03/2000)	L'action des actuels défendeurs porte atteinte aux droits et libertés fondamentaux des demandeurs, L'Asbl n'a pas commis d'acte illégal	Travaux de draguage empêchés par Greenpeace	A m c ju

JUDICATIONS CIVILES (HORS ACTION EN CESSATION)

	Affaire Juridiction-parties-dates	Procédure	Objet	Ou
1.	Civ Namur, 03/04/1997 (référé) Asbl « RNOB » et G.O. c/ S.H.	584 code judiciaire (urgence permettant le référé)	Abattage d'arbre et taillis	Ac fon
2.	Civ. Namur, 31/07/2000 Tassiers et csrts c/ SAB et csrts ; partie intervenante : Asbl « Inter-environnement Wallonie »	584 Code judiciaire (urgence justifiant un référé)	Aéroport (Bierset)	De déf (in der

ACTION EN CESSATION

Tribunal de première instance

	Affaire Jurisdiction-parties-dates	Procédure	Objet	Ou
1.	Trib première instance Dendermonde (référé), 11/01/1995 Asbl « Aktiekomite ter beveiliging van het leefmilieu op de linkeroever » c/ KJ, VH, la commune de Stekene	Loi du 12 janvier 1993	Protection de la végétation contre un permis de lotir	Rec l'as l'ex
2.	Trib première instance Dendermonde (référé), 11/01/1995 Asbl « Aktiekomite ter beveiliging van het leefmilieu op de linkeroever » c/ KJ, VH, la commune de Stekene	Loi du 12 janvier 1993	Protection de la végétation contre un permis de lotir	Tri pou lég
3.	Trib première instance Dendermonde (référé), 11/01/1995 Asbl « Aktiekomite ter beveiliging van het leefmilieu op de linkeroever », “de Wielewaal” c/ DE S., F.K.	Loi du 12 janvier 1993	Protection de la végétation contre un permis de lotir	Rec AB irre pas la l Rec Wi rec fon

4.	Trib première instance de Mons, 24/01/1995 Asbl « LRPO » c/ SA Parc Paradisio et Domb Eric, défendeurs au principal et demandeurs sur reconvention	Loi du 12 janvier 1993	Protection des oiseaux	Des irre pas me Des rec rec par
5.	Trib de première instance Turnhout, 27/02/1995 Asbl « Natuurreservaten » c/ SA Van Loo-Peeters	Loi du 12 janvier 1993 Loi du 29/03/1962 relative à l'urbanisme	Protection de la nature	Act
6.	Prés. Liège, 13/06/1995 Asbl « LRPO » c/ Commune d'Aywaille	Loi du 12 janvier 1993	Protection de la nature	Rej ces me
7.	Civ Liège, 26/06/1995 Asbl « Association pour la sauvegarde et le respect de l'environnement du pays de Herve » et csrts c/ Pluymaekers	Loi du 12 janvier 1993 concernant un droit d'action en matière de protection de l'environnement	Protection de la nature	Act non
8.	Trib de première instance Gand (référé), 22/04/1996 Asbl « natuur en landschap Meetjesland » c/ X.W.	Loi du 12/01/1993	Construction sur un site protégé en zone naturelle	Des fon de

--	--	--	--	--

9.	Prés de Marche-en Famenne, 24/07/1997 Asbl « Comté de Salm, patrimoine et environnement » c/ SA Spanolux	Loi du 12 janvier 1993 Violation des prescriptions du PS de Bastogne	Protection de la nature	Acc rec d'a l'as
10.	Prés Bruxelles, 29/03/2000 Asbl x.	Loi du 12 janvier 1993	Exploitation d'un incinérateur	L'a et c pris
11.	Civ. Bruxelles, 09/02/2001 Asbl « Greenpeace Belgium » c/ l'Etat belge, la Synatom, la SNCB	Loi du 12 janvier 1993 Violation art 6.1CESDH et de la directive80/636/Euratom et 92/29/ Euratom	Transport de déchets nucléaires	Acc
12.	Civ. Bruxelles, le 09/02/2001 Asbl « Greenpeace Belgium c/ l'Ondraf	Loi du 12 janvier 1993 Violation de l'AR du 30/03/81 (gestion des déchets d'origine étrangère	Stockage de déchets nucléaires	Acc

Cour d'appel

	Affaire Juridiction-parties-dates	Procédure	Objet	Ou
1.	Gand, 03/11/1995 Asbl « Omer Wattez » c/ DSG et csrts (recours en cassation, arrêt du 05/03/1998)	Loi du 12 janvier 1993 Violation de la loi du 29/03/1962 relative à l'urbanisme (modification du relief du sol) + loi du 02/07/1982 relative à la gestion des déchets	Protection de la nature contre le déversement de déchets	Ap par con inte dév
2.	Anvers, 02/12/1996 Asbl « Actiegroep leefmilieu Kempen » c. SAS. I et csrts	Loi du 12 janvier 1993	Déplacer et fixer la ligne de séparation entre zone naturelle et zone récréative	Co l'in l'in réa

				ré nat l'ac
3.	Mons, 17/11/1997 Asbl « LRPO » c/ SA Parc Paradisio	Loi du 12 janvier 1993	Absence d'évaluation préalable des incidences avant la délivrance du permis d'urbanisme	Rej ces d'in +in act vex l'as
4.	Bruxelles, 30/04/1998 Asbl « Brusselse Raad voor het leefmilieu » c/ SA CORA	Loi du 12 janvier 1993	Protection d'une zone à haute valeur biologique	Rej Per
5.	Bruxelles, 08/03/1995 SA Eurantex c/ Asbl Botestraatactiecomité – Région flamande + (Cassation 08/11/1996)	Loi du 12 janvier 1993 (+ violation de la loi sur l'urbanisme)	Protection zone rurale d'intérêt paysager	Co jug (or ren
6.	Bruxelles, 20/01/2001 Sa Vlabraver c/ la commune de Drogenbos et l'Asbl "Leeuwse natuurvrienden"	Loi du 12 janvier 1993 (pour l'asbl) Décret flamand du 28/06/1985 relatif au permis d'environnement (permis d'environnement dépend de l'octroi d'un permis de bâtir)	Construction et exploitation d'un incinérateur	Co jug pre ma des d'in
7.	Bruxelles, le 19/02/2001 (appel de : Civ Bruxelles, le 09/02/2001 les 2 affaires Greenpeace).			Rej

Cour de Cassation

	Affaire Juridiction-parties-dates	Procédure	Objet	Ou
1.	Cassation 08/11/1996 SA Eurantex c/ Asbl « Boterstraatactiecomité » et la Région flamande (cf Bruxelles, 08/03/1995)	Loi du 12 janvier 1993 (la protection de l'environnement peut passer par la protection du bon aménagement des lieux) Loi du 29/03/1962 l'arrêt du CE n'a pas autorité de chose jugée sur la décision du juge qui considère qu'il y a une menace grave pour l'environnement)		Rej cas con jug
2.	Cassation 05/03/1998 Asbl Omer Wattez c/ DS (cf Gand, 03/11/1995)	Loi du 12 janvier 1993 (le tribunal peut ordonner la cessation des actes même s'il n'y a pas d'urgence)		Cas jug l'or

ABREVIATIONS :

A.E.R.W.	Arrêté de l'exécutif wallon
A.G.F.	Arrêté du gouvernement flamand
A.G.W.	Arrêté du gouvernement wallon
A.S.B.L.	Association sans but lucrative
A.R.	Arête royal
C.E.	Conseil d'Etat
C.E.T.	Centre d'enfouissement technique
D.G.R.N.E.	Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement
D.P.	Députation permanente
I.C.	Intercommunale
L.R.P.O.	Ligue royale de protection des oiseaux
L.C.C.E.	Lois coordonnées du Conseil d'Etat
L.S.R.I.	Loi spéciale de réforme institutionnelle
M.B.	Moniteur belge
M.E.T.	Ministère des équipements et du transport
M.P.	Ministère public
O.R.W.D.	Office regional wallon des déchets
P.C.A.	Plan communal d'aménagement
P.P.A	Plan particulier d 'aménagement
P.S.	Plan de secteur

R.G.P.T.

R.N.O.B.

S.A.

S.W.D.E.

Z.A.

Z.I.

Z.N.

Z.P.S.